

**TOUTES ET TOUS AUX MANIFESTATIONS
CONTRE LE RACISME LE 22 MARS !**

**DROGUE : LE FLICAGE
PERMANENT !**

RÉVOLUTIONNAIRES

30 20 MARS 2025 • 2 € • LE JOURNAL DU **NPA-RÉVOLUTIONNAIRES**

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

**TRUMP, POUTINE, NETANYAHOU
ASSASSINS !**

**NON AUX MILLIARDS
POUR LA GUERRE !**

**PAS D'UNION
DERRIÈRE MACRON !**

ÉDITORIAL

**Refusons le monopoly
sur l'Ukraine :
ni économie de guerre,
ni austérité pour
les classes populaires !**

Les négociations entre grandes puissances au sujet de la guerre en Ukraine battent leur plein : Trump et Poutine s'entretiennent au téléphone, sans aucune considération pour le sort du peuple ukrainien. Poutine pose ses conditions, Trump s'impatiente et les dirigeants européens, Macron en tête, tentent de s'immiscer dans la partie. L'objectif ? Certainement pas d'obtenir une paix « juste et durable », mais de mettre la main sur les richesses minières de l'Ukraine. Sans aucun égard pour le peuple ukrainien, victime depuis plus de trois ans de cette guerre, pas plus que pour le peuple russe, qui subit lui aussi la guerre et la dictature de Poutine.

SOUS PRÉTEXTE DE NOUS PROTÉGER : NOUS DÉCLARER LA GUERRE SOCIALE

Massivement détesté, Macron se pose en chef de guerre pour tenter de nous enrôler derrière lui. Le voilà qui nous refait le coup du Covid : « Nous sommes en guerre ! »... Et voilà l'ensemble des partis politiques représentés à l'Assemblée, de la gauche à l'extrême droite, qui entre dans son jeu. À quelques nuances près, entre ceux qui mettent en avant la nécessité d'une Europe de la défense, sous la conduite de la France, et ceux qui privilégient la défense des frontières hexagonales. Une bonne manière de nous faire prendre conscience qu'ils ne préparent pas

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



POLITIQUE		INTERNATIONAL		DOSSIER		PREMIÈRES LIGNES		HISTOIRE		CULTURE	
p. 1 à 3		p. 4 à 7		p. 8-9		p. 10 à 13		p. 13		p. 15	
Éditorial Refusons le monopoly sur l'Ukraine : ni économie de guerre, ni austérité pour les classes populaires ! Tous et toutes aux manifestations contre le racisme samedi 22 mars Conclave, comédie et compromission Militarisme : le souverainisme de la gauche contre les travailleurs Canons à vendre		Face à l'ambiance guerrière, leurs idées... et les nôtres ! Syrie : trois mois après sa prise du pouvoir, les deux faces du régime Al-Charaa Argentine : après plus d'un an d'attaques de Milei		En République démocratique du Congo, la paix soumise à l'accord commercial ? États-Unis : une offensive politique contre la recherche scientifique Interview : À quels problèmes le mouvement ouvrier aux États-Unis doit-il faire face		SOUS COUVERT DE LUTTE CONTRE LA DROGUE, LE FLICAGE PERMANENT La bourgeoisie en quête de deal(s) juteux, hier et aujourd'hui Exploitation facile et concurrence féroce : le trafic de drogue, un concentré de capitalisme		Le blanchiment, c'est simple La lutte du mouvement ouvrier contre l'alcoolisme Pour un monde sans drogues, quelles solutions ?		Il y a quarante ans : la fin de la grande grève des mineurs britanniques VIE DU PARTI p. 13-14 Programme des Rencontres nationales ouvrières Un 8 mars comme une réponse à Macron, à l'extrême droite et aux sionistes ! 18 ^e congrès mondial de la Quatrième Internationale Agenda des régions	
						Il est 5 heures... Paris expulse les mineurs isolés Collectif des mineurs non accompagnés de Rouen « Ils veulent nous invisibiliser... » À Safran, l'économie de guerre, ça ne paye pas les salaires Sciences Po : grève et victoire pour les agents d'entretien Près de deux mois de grève à l'hôpital Mermoz (Lyon) Grève victorieuse sur les salaires à Geodis Calberson Émergence-s (76) : « En grève avant qu'on crève » Contre la guerre sociale dans l'éducation				LIVRES • FILMS NPA JEUNES-R p. 16 Le 13 mars, première journée de grève étudiante nationale contre les coupes budgétaires Succès du dernier week-end de formation du secteur Jeunes du NPA-R À Rennes, l'extrême droite s'en prend aux étudiants	

» SUITE DE L'ÉDITORIAL

la paix, mais la guerre. Une guerre qui n'a pas pour but de nous défendre, mais d'éprouver les rapports de force entre les grandes puissances, sur le dos des peuples de la planète, comme les Ukrainiens en font la triste expérience.

Dans l'immédiat, ils nous déclarent la guerre sociale, dans une belle unanimité. Du Medef aux confédérations syndicales, de la gauche parlementaire à l'extrême droite, tous entonnent le refrain de la priorité donnée à la défense nationale dans le budget de l'État. Une priorité qui coûte cher, puisqu'elle imposerait de doubler les dépenses militaires d'ici à 2030. Soudain, il n'est plus question d'austérité budgétaire... Car ils veulent piocher allègrement dans nos poches et dans tous les services publics, la santé, l'éducation.

NI CHAIR À CANONS, NI CHAIR À PATRONS : TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS

Nos retraites sont en ligne de mire. Alors que les syndicats avaient fait miroiter l'illusion que la réforme des retraites pourrait être abrogée par le « conclave » auquel le gouvernement les avait conviés, Bayrou vient de doucher leurs illusions, dimanche 16 mars, en refusant catégoriquement de revenir sur le départ à la retraite à 64 ans... Quant au Medef, il parle du report de l'âge légal pouvant aller jusqu'à 70 ans ! La retraite par capitalisation, avec des fonds de pension pour financer l'industrie d'armement, refait elle aussi surface. Travailler plus longtemps, sans savoir ce que nous allons toucher, et tout cela pour les plus grands profits des Dassault, Thales, Safran, et bien d'autres : la boucle est bouclée.

Pas question de nous laisser enrôler dans leur effort de guerre. Pour nous défendre contre le capitalisme, fauteur de guerre et d'exploitation, nous n'avons que nos luttes. Les étudiants contestent en ce moment les coupes budgétaires prévues sur leurs universités, dans le cadre de cette cure d'austérité qui ne vise que ce qui nous est utile. Ce gouvernement veut empêcher les enfants des classes populaires d'accéder aux études et cherche à les envoyer au turbin le plus tôt possible. La jeunesse a raison de se mobiliser, et il est temps de manifester nous aussi notre colère : salaires, retraites, conditions de vie, les raisons ne manquent pas. Il veut aussi nous diviser, en fonction des frontières, des nationalités, des origines et attaque toujours plus violemment ceux et celles qu'il prive de papiers. Le 22 mars, participons à la marche des Solidarités contre le racisme qui sera organisée dans de nombreuses villes de France.

• 17/03/2025

TOUTES ET TOUS AUX MANIFESTATIONS CONTRE LE RACISME DE SAMEDI 22 MARS

Le 22 mars auront lieu, dans de nombreuses villes, des manifestations contre toutes les formes de racisme. Elles se tiendront alors que, mardi 18 mars au matin, le préfet de police de Paris, Laurent Nuñez, a fait expulser, à coups de matraque, les 450 jeunes migrants qui occupaient le théâtre de la Gaité lyrique pour réclamer d'être reconnus comme mineurs et hébergés. La seule proposition de logement qui leur a été faite est de passer plusieurs semaines à Rouen ! Cela, alors que certains d'entre eux sont scolarisés à Paris et qu'à Rouen, il y a déjà de nombreux mineurs isolés qui ne disposent pas d'hébergement (voir nos articles en page 11).

Le racisme empoisonne aujourd'hui la vie de millions de gens dans tous les pays. Ceux qui en sont victimes, bien sûr, mais aussi toute la société par le développement d'une atmosphère irrespirable. L'extrême droite est arrivée au pouvoir aux États-Unis, en Argentine, en Hongrie, en Italie. Mais sa politique est déjà au pouvoir dans de nombreux autres pays. Il n'y a pas que Trump qui stigmatise les migrants, les désignant comme responsables de tous les maux de la société capitaliste, en particulier du chômage. Ici même, le discours, et les actes, des Darmanin, Retailleau et de leurs sbires entretiennent ce climat délétère, associant immigration et insécurité, immigration et chômage.

Comme si ce n'étaient pas les capitalistes qui licenciaient ! Comme si la principale cause d'insécurité n'était pas la précarité à laquelle le patronat voudrait soumettre tous les travailleurs.

Le racisme, l'antisémitisme, le sexisme, le rejet de toutes les minorités forment un terreau qui permet à la bourgeoisie et à ses États de dresser des barrières entre opprimés. Leur plus grande crainte, c'est que tous les exploités, tous les opprimés se retrouvent dans une même lutte. Car une telle lutte bousculerait le socle sur lequel repose leur société.

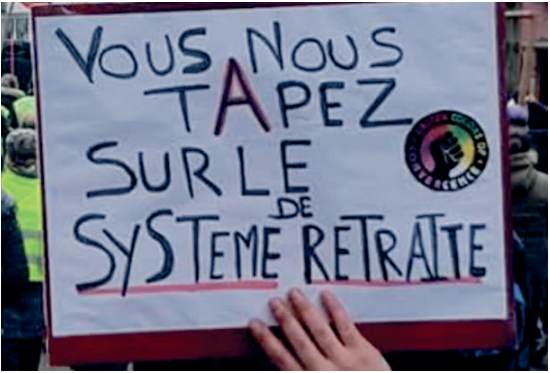
Alors, samedi 22 mars, soyons nombreux dans les manifestations. Mais n'oublions pas qu'éradiquer le racisme, l'antisémitisme, le sexisme, les oppressions sexuelles, cela nécessitera d'en finir avec la domination de cette bourgeoisie dont les chefs sont prêts à promouvoir ce qu'il y a de pire dans la société, du moment que cela assure leur pouvoir et conforte leur richesse.

Régularisation de tous les sans-papiers !
Abrogation de la loi Darmanin, de la circulaire Retailleau et de toutes les lois qui s'enprennent aux migrants !
À bas les frontières ! Libre circulation de toutes et de tous !



Conclave, comédie et compromission

Édouard Philippe, ancien Premier ministre, évoquait, mine de rien, le 10 mars la réforme du système de retraite au Danemark visant à repousser l'âge de départ à 70 ans, ajoutant : « Désormais, la question qui va être posée aux partenaires, c'est : comment on finance cet effort ? Je suis curieux de voir la conclusion, mais je pense qu'il va falloir à nouveau se poser la question du système par capitalisation. » Le président du Comité d'orientation des retraites (COR) n'est pas en reste, le 5 mars il a écrit : « L'entrée progressive dans une économie de guerre rendra secondaires sinon dérisoires les débats actuels sur l'âge d'ouverture des droits à la retraite à 64 ans. [...] La question deviendra plutôt [...] comment augmenter rapidement cet âge au-delà des 64 ans... » De son côté, le président de la banque d'investissement Bpifrance saute à pieds joints dans l'invective offensive : haro sur les retraités, « ces faux vieux [qui] sont en fait de vrais jeunes ». Et tous les politiciens de droite et représentants patronaux que compte le pays de s'engouffrer dans la brèche : il faudrait travailler plus longtemps et « capitaliser » tout ou partie de sa future pension. On est bien loin d'un hypothétique aménagement de la loi Borne sur la retraite à 64 ans. La guerre



« éclaircissements » ! Il a fallu que Bayrou réaffirme qu'il n'est pas question de revenir sur la retraite à 64 ans pour qu'elle se pose le problème de quitter ce « conclave » ! Comme si elle ne savait pas, dès le début, qu'il ne s'agissait que d'un attrape-nigaud agité par Bayrou pour éviter le vote de la censure par les députés du PS. Lequel Bayrou a encore mis les points sur les i dimanche 16 mars sur France Inter en réaffirmant avec fermeté qu'il était hors de question de revenir sur l'âge légal de départ à 64 ans. Ce qui a fait hurler le représentant de la CGT à la « trahison de la parole donnée » ! On a rarement vu cinéma plus grotesque.

aux retraites des travailleurs est bel et bien déclarée.

Cela n'empêche pas les syndicats, sauf FO qui a claqué le porte à la première réunion, de s'accrocher à ces réunions d'enfumage dites de « conclave », d'où rien de bon ne peut sortir pour les travailleurs, si jamais il en sort quelque chose. Sophie Binet, pour la CGT, a même eu le culot, et la fausse naïveté, d'envoyer au Premier ministre un courrier pour lui demander des

CONTACTEZ-NOUS
courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 30 • 20 MARS 2025 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR
« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET
DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU
CPPAP 0525 P 11528
NUMÉRO ISSN 2970-6548
TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES
IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

3^{èmes} RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES

POUR S'INSCRIRE



ATELIERS • FORMATIONS • MEETINGS

23 - 27 AOÛT 2025 LOT & GARONNE

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

ABONNEZ-VOUS

6 MOIS 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN
12 MOIS 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE
1 AN 20€

• **PAR CARTE BLEUE**
<https://buy.stripe.com/eVa3eCfRm05X520000>

• **PAR VIREMENT**
Envoyez un mail à abonnement@npa-revolutionnaires.org

• **PAR CHÈQUE**
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX



Militarisme : le souverainisme de la gauche contre les travailleurs

Le PS et Les Écologistes (ex-EELV) se sont d'ores et déjà ralliés à la position macroniste, tout en vitupérant sur les conséquences sociales qu'elle implique. L'incohérence en politique ne tue que lentement.

LES VOIES TORTUEUSES DU « NATIONALISME SOCIAL »

Pour l'autre partie du NFP, naguère qualifiée par la première de « poutinolâtre », les voies sont plus tortueuses, mais toujours pour la défense de la nation.

Si Macron se voit bien en un de Gaulle aux accents guerriers, mais à la tête de toute l'Europe, Mélenchon se voit lui dans le rôle du de Gaulle « non aligné », anti-américanisme oblige - après avoir dénoncé les « harengs de Bismark », il a trouvé en Trump un adversaire à sa démesure... « Les Français doivent se donner tous les moyens de garantir la sécurisation de toutes leurs nombreuses frontières dans le monde. Sur l'Oyapock et le Maroni, dans l'océan Indien et dans les Caraïbes, dans l'Antarctique comme dans le Pacifique, la France est-elle maîtresse de sa situation ? Je ne le crois pas », explique-t-il sur son blog. Les populations des confettis de l'empire colonial français qui dénoncent la présence française apprécieront ! Mais Mélenchon ne se contente pas d'endosser les habits de général de la colonisation, il se voit en sauveur de « toutes les entreprises qui ont à voir avec la défense nationale », comme Vencorex. Il est donc d'accord pour soutenir la réindustrialisation de Macron, mais à une condition : que tout ce qui sera produit pour l'armement soit « convertible au civil ». Des Rafale convertibles en Canadair ? Ou le nouveau char d'assaut franco-allemand EMBT-ADT 140 transformable en chasse-neige ? La transformation de la bombe H française en feu d'artifice ? Mélenchon a beau se contorsionner, c'est bel et bien un soutien à tous les crédits, efforts et subventions, restructurations et nationalisations aux frais du contribuable qu'il défend.



NOUVELLE ÉDITION D'UN « SOCIALISME DE GUERRE » ?

Parce qu'un Trump bouscule les bourgeoisies européennes, les dirigeants politiques et syndicaux « de gauche » se sentent eux aussi « blessés »... Pas un seul pour se dire que, de l'autre côté de l'Atlantique, ce sont des millions de travailleurs que la politique de Trump va percuter et que, pour combattre cette politique militariste qui va mettre

à contribution les classes populaires du monde entier, nous disposons d'alliés autrement plus sûrs que l'alignement sur nos ennemis d'ici, les patrons et le président des riches.

Au lieu de rechercher on ne sait quel consensus au nom des intérêts « nationaux », l'heure est au contraire à la lutte contre l'envolée des budgets militaires au détriment des budgets sociaux. L'an dernier, des grèves d'ampleur ont montré que, de l'autre côté de l'Atlantique, les travailleurs ne sont pas prêts à se laisser faire. Les bourgeoisies cherchent à se coordonner pour développer la production d'armements... et attaquer tous nos acquis. Leur opposer la convergence des luttes des travailleurs de tous les pays peut apparaître comme une utopie. Mais ça l'est moins que de penser qu'on pourra fabriquer des bombes en masse sans s'en prendre sur la tête.

PAR LÉO BASERLI • 17/03/2025

Canons à vendre !

Vendredi 14 mars, du PDG de Dassault à celui de Thales, en passant par celui de Naval Group, le gotha des marchands d'armes français était à l'Élysée. Macron les y a incités à « renforcer nos armées le plus rapidement possible » et à « accélérer la réindustrialisation dans toutes nos régions ».

La France est le deuxième exportateur mondial d'armes, certes très loin du premier, les États-Unis. Cinq grands groupes classés dans le top 50 des entreprises d'armement se partagent le marché. Le premier d'entre eux, le secteur Défense d'Airbus (18 % de la production totale d'Airbus), est douzième dans ce classement, avec 12 milliards d'euros de vente en 2024. Loin derrière le premier, l'américain Lockheed Martin, qui en vend cinq fois plus. Derrière, Thales, Safran, Naval Group, Dassault, sont tous classés dans le top 50, suivis de Nexter, le fabricant du canon Caesar dont Macron est si fier, qui ne rejoint les autres qu'avec son allié, le constructeur allemand des chars Leopard : la guerre au sol tue beaucoup mais rapporte moins.

La loi de programmation militaire 2024-2030 a déjà fait beaucoup pour eux, en augmentant le budget avec l'approbation très large des députés et sénateurs (à peine 87 « non » à l'Assemblée et 17 au Sénat) pour atteindre en 2030 le double des dépenses militaires de 2017, l'année de l'arrivée de Macron à la présidence. Et la guerre d'Ukraine a explosé les ventes.

Les patrons de l'armement se sont flattés d'avoir déjà eu les capacités d'accroître les cadences depuis 2022 et ont promis à Macron de faire mieux. Mais « à la condition de signer des commandes fermes », ont-ils précisé selon *Le Figaro* (qui, soit dit en passant, appartient au groupe Dassault), pas sur de vagues promesses : les fameux 800 milliards ont été annoncés mais pas encore mis sur la table.

Où trouver ce fameux argent ? Dans l'épargne de la population, nous dit Macron. Pas celle des riches : ils investissent déjà pour que ça leur rapporte gros. Dans les économies des petits, celles des livrets A, dont l'État peut disposer pour prêter aux industriels quasiment sans intérêts. Alors, va pour les marchands d'armes, puisque des logements sociaux (auxquels cet argent est supposé servir), on n'en construit presque plus. Pour les magnats du béton, il y aura toujours, demain, le marché de la reconstruction en Ukraine.

FAUT-IL PRODUIRE DES OBUS POUR NE PLUS ÊTRE AU CHÔMAGE ?

Et quid de cette « réindustrialisation dans toutes nos régions » ? Dans le Morbihan, le PDG du groupe Europlasma s'est frotté les mains à l'idée de transformer la Fonderie de Bretagne, à Caudan, ancien équipementier du groupe Renault ; il compte y fabriquer 24 000 obus par mois. Le groupe en fabrique déjà 6 000 par mois dans une fonderie qu'il

a rachetée à Tarbes. Toujours pour ce canon Caesar made in France, fleuron du pilonnage de précision sur 40 kilomètres de distance.

Dans la région Centre-Val de Loire, c'est le président socialiste de la région qui met en musique les appels d'offres pour reconvertir les anciennes usines de sous-traitance automobile et promet de réunir dans les prochains jours les entreprises de l'armement. « On va encore enrichir les gros groupes marchands de canons en demandant des efforts aux travailleurs et en enlevant des budgets au social », commente un responsable CGT de la fonderie Eurocast près de Châteaurox, cité par France 3, le 13 mars dernier.

C'est bien le problème.

PAR OLIVIER BELIN • 18/03/2025

FACE À L'AMBIANCE GUERRIÈRE, LEURS IDÉES... ET LES NÔTRES !

» EST-CE QU'ON « MARCHE À LA GUERRE » ?

Malgré les nombreux va-t-en-guerre derrière Macron, un engrenage guerrier mondial n'est pas enclenché. Pas de quoi se rassurer pourtant. Macron parle d'« économie de guerre » depuis 2022. Il vise un budget militaire de 5 % du PIB (il est de 1,9 %). C'est loin des 50 % de PIB des grandes puissances durant la Seconde Guerre mondiale, mais il faut arrêter ça ! Déjà 68 milliards d'euros prévus pour 2030, deux fois plus qu'en 2017. La France est devenue le deuxième pays exportateur d'armes au monde. Et ça devrait grimper encore ? Il n'y a plus d'argent pour nos vies dans les caisses de l'État, mais il y en en aurait pour la mort ?

» PEUT-ON ESPÉRER UNE « PAIX JUSTE ET DURABLE » ?

Avec ceux qui nous dirigent, aucune paix, jamais, pour les peuples. Avant-hier, les monstrueuses guerres au Vietnam et en Algérie - entre autres. Hier, les guerres des États-Unis en Irak et en Afghanistan ; celles de la France en Libye, au Mali, en Centrafrique. Aujourd'hui, les guerres en Palestine, au Kivu, en Syrie, au Kurdistan et, bien sûr, en Ukraine. Sans parler des opérations de répression à Mayotte et en Kanaky. On ne peut pas se résigner devant leur « loi du plus fort ». D'ailleurs, qui sont les plus forts ? Les travailleurs du monde qui produisent toutes les richesses et dont la mobilisation générale, pour les intérêts de l'humanité, peut tout bouleverser.

» PRÉPARER LA GUERRE POUR FAIRE LA PAIX ?

En 2023, le total des dépenses militaires mondiales s'élevait à 2443 milliards de dollars, soit une augmentation de 6,8 % en termes réels par rapport à 2022. Il s'agissait de la plus forte augmentation d'une année sur l'autre depuis 2009. L'histoire du capitalisme montre que la folle inflation d'engins de guerre a toujours conduit à s'en servir. Même l'arme nucléaire, qu'on nous dit « dissuasive », a servi à Hiroshima et Nagasaki en 1945... pour terroriser les peuples et les dissuader de se révolter à la fin de la deuxième boucherie mondiale !

» TRUMP VEUT-IL LA PAIX ?

Drôle de pacifiste qui tord le bras à Zelensky pour faire une razzia sur les minerais ukrainiens. Drôle de pacifiste qui aide Netanyahu à massacrer et promet Gaza aux promoteurs immobiliers ! L'Ukraine est devenue le plus gros importateur d'armes de la planète et ce sont les marchands d'armes américains qui en ont surtout profité. Leurs



exportations ont augmenté de 43 %. Dividendes d'une guerre qu'ils n'ont pas menée directement. Et, désormais, dividendes d'une paix qui ne peut être que le prélude à une prochaine guerre - tant leur deal sur le dos des Ukrainiens est pourri !

» POUTINE VEUT-IL LA PAIX ?

Il se clame pacifiste, dit avoir été contraint de réagir à une agression de l'Otan et à la menace d'une Ukraine nazie à ses portes. En fait, il n'a pas aimé que la population ukrainienne se mobilise pour déboulonner, en février 2014, le dictateur Ianoukovitch qui était son ami. Il n'a pas aimé non plus les révoltes en Biélorussie, au Kazakhstan, en Géorgie, en Syrie... et a aidé des dictateurs à les écraser. Pour sa guerre contre l'Ukraine, il a déjà sacrifié des centaines de milliers de vies de soldats russes. On fait mieux comme pacifiste.

» UNE « EUROPE DE LA DÉFENSE » ?

Macron voudrait s'en faire le général ! Mais c'est Trump qui demande aux États européens d'augmenter leurs budgets de défense. Parce que c'est aux géants Lockheed Martin, RTX, Boeing... que vont 55 % des commandes européennes. Avec les 800 milliards d'autorisation de dépenses supplémentaires annoncés par la Commission européenne, autant de gros sous dans leurs caisses. Macron a bien du mal à se faire le VPR du Rafale de Dassault, face au F-35 américain ! Les capitalistes européens n'ont que de petits jetons. Nous n'allons ni les plaindre ni réclamer une Europe capitaliste plus indépendante des États-Unis. Non à tous les

programmes de remilitarisation ! Ni union nationale ni union européenne pour de tels programmes !

» IL FAUDRAIT UNE « FRANCE FORTE » ?

Mais de quelle « France » parle-t-on ? Celle de Thales et de Dassault, les deux grands marchands d'armes français dont le cours des actions a augmenté de 10 % après le discours de Macron ?

» ÊTRE SOLIDAIRE DU PEUPLE UKRAINIEN, EST-CE SOUTENIR ZELENSKY ?

Zelensky ne représente pas plus les intérêts des travailleurs ukrainiens que Macron ne représente les nôtres. Aucun peuple ne mérite d'être écrasé sous les bombes, notre solidarité, de classe, internationaliste, est inconditionnelle.

» IL N'Y A PAS D'ARGENT POUR L'ÉCOLE ET LA SANTÉ, MAIS IL Y EN A POUR L'ARMÉE ?

Produire un avion Rafale coûte au moins 160 millions d'euros, un canon Caesar entre 3 et 4 millions d'euros... Construire une école primaire coûte en moyenne entre 1,5 et 15 millions d'euros selon le nombre de classes. La construction d'un bloc opératoire coûte environ 15 millions d'euros. Une question de choix, donc.

» L'ARMÉE FRANÇAISE PROTECTRICE ET GARANTE DES LIBERTÉS FONDAMENTALES ?

Les peuples vietnamien, algérien, kanak, malgache, camerounais, guyanais, antillais, tutsi peuvent témoigner dans leur chair du contraire. L'armée française, c'est l'armée des massacres coloniaux et de la sauvegarde des intérêts des capitalistes français dans le monde, point barre !

» À QUI MACRON, PRÉSIDENT DES PATRONS, SE PRÉPARE-T-IL À FAIRE LA GUERRE ?

Ses amis du Medef sortent l'artillerie lourde : l'âge de la retraite à 70 ans, l'inflation qui va encore bouffer nos salaires, l'utilisation de nos livrets A (pour ceux qui en ont) ! L'économie de guerre, c'est celle de leur guerre sociale contre nous.

» LA NATIONALISATION DES INDUSTRIES D'ARMEMENT RENDRAIT LA PRÉPARATION À LA GUERRE PLUS DÉMOCRATIQUE

Mais qui contrôle l'État aujourd'hui ? Les travailleurs ou bien les bourgeois ? La police est sous le contrôle de l'État et, pourtant, qui a éborgné les Gilets jaunes ? Qui a matraqué durant les manifestations contre la réforme des retraites ? Et encore, le 8 mars dernier, contre le cortège du NPA-Révolutionnaires à Paris !

Comment ce droit international pourra-t-il s'imposer face à la loi du plus fort de la concurrence capitaliste ? Soyons antimilitaristes et révolutionnaires !

» FAUT-IL ÊTRE « PACIFISTES » ?

Il y a le pseudo-pacifisme de Trump qui propose la paix aux Palestiniens par le nettoyage ethnique et la paix aux Ukrainiens par la vente à la découpe de leur pays. Et il y a le pacifisme des bonnes âmes qui prêchent l'application du droit international contre la guerre. Comment ce droit international pourra-t-il s'imposer face à la loi du plus fort de la concurrence capitaliste ? Soyons antimilitaristes et révolutionnaires !

» POURRA-T-ON EMPÊCHER MACRON DE MENER SA POLITIQUE DE MILITARISATION ?

Pour cela comme pour le reste, on va avoir besoin de lutter, de faire grève, de manifester et de gagner sur nos revendications sociales. Mais il faudra une autre stratégie que celle, perdante, des directions syndicales : elles préfèrent proposer la « nationalisation des usines d'armement » plutôt que de nous appeler à la grève générale et à l'organisation de notre propre force contre les projets de Macron et des patrons !

PAR MARIE DAROUEN ET MICHELLE VERDIER

• 17/03/2025

Non à tous les programmes de remilitarisation !
Ni union nationale ni union européenne
pour de tels programmes !

SYRIE

TROIS MOIS APRÈS SA PRISE DU POUVOIR, LES DEUX FACES DU RÉGIME AL-CHARAA

La chute du dictateur el-Assad n'a pas mis fin aux massacres en Syrie. Depuis le 6 mars, près de 1500 Syriens alaouites ont été massacrés par des miliciens djihadistes soutenant le gouvernement d'al-Charaa. Ces massacres interviennent alors que le dirigeant islamiste d'Hayat Tahrir al-Cham (HTC) tente de « policer » son régime à l'approche du quatorzième anniversaire du déclenchement du Printemps arabe en Syrie. La déclaration constitutionnelle promulguée par le nouveau dirigeant de la Syrie rompt certes avec la Constitution des el-Assad, reconnaît certains droits aux femmes, aux minorités, mais elle fait de la loi islamique la « source principale » de la législation, ce qui n'a pas empêché les représentants de l'ONU de se dépêcher de louer « un cadre juridique solide pour une transition politique véritablement crédible et inclusive » – quelques jours à peine après le début des massacres...

DERRIÈRE LA LUTTE CONTRE LES PARTISANS D'EL-ASSAD, LA TERREUR CONTRE LA POPULATION

Des officiers du régime el-Assad avaient trouvé refuge dans les régions environnant Lattaquié et Tartous – où la communauté alaouite (minorité chiite à laquelle appartient le clan el-Assad) est majoritaire. C'est à partir de ces posi-

tions qu'ils dirigent une guérilla contre les forces d'al-Charaa. Le 6 mars dernier, ils ont mené une série d'attaques coordonnées visant les bases d'HTC sur la côte syrienne. Des centaines de miliciens djihadistes, faisant partie des forces de répression envoyées depuis Damas, se sont livrées à des massacres afin de terroriser la population alaouite. Difficile de savoir s'ils ont agi de concert avec al-Charaa, en lui laissant la possibilité de condamner après coup les massacres pour conserver son image de dirigeant « modéré », ou s'ils ont agi de leur propre initiative afin de se tailler des bastions par la terreur.

L'ACCORD ENTRE LE ROJAVA ET AL-CHARAA, UNE « AVANCÉE HISTORIQUE » ?

Al-Charaa est de toute façon contraint de s'associer aux autres fractions armées qui existent dans un pays très morcelé. Il doit composer avec des groupes djihadistes, mais aussi avec les forces armées druzes au sud ou kurdes au nord-est. Le 10 mars dernier, après des semaines de négociations sous la houlette des États-Unis, un premier accord a été signé entre Mazlum Abdi, commandant en chef des Forces de défense syrienne (kurdes), et al-Charaa à Damas. Sans régler aucun des réels désaccords entre les deux fractions, tant sur l'exploitation des hydrocarbures que l'intégration – semi-autonome ou non – des structures de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (l'AANES, plus connue sous le nom de Rojava) dans un État syrien¹ unifié.

Erdoğan se réjouit publiquement de l'accord entre les FDS et HTC, dont il a activement soutenu l'arrivée au pouvoir. Cela, alors qu'il avait engagé l'armée turque pour tenter, depuis des années, d'écraser les forces kurdes de Syrie, proches du Parti des travailleurs kurdes de Turquie (PKK), contre lequel le régime turc mène une répression féroce



depuis de longues années. Faut-il y voir un lien avec l'appel d'Öcalan, – le dirigeant historique du PKK, emprisonné en Turquie depuis 1999 – à la fin de la lutte armée et à la dissolution du PKK ? Pour la Turquie, aider à la « pacification » de la Syrie voisine sous l'égide du HTC peut être une façon de renforcer son propre régime et son influence dans la région.

Toutes ces tractations se font dans le dos des peuples concernés. Les conditions de vie des classes populaires de Syrie continuent de s'aggraver, avec des vagues de licenciements dans la fonction publique et un taux de chômage de 80 %. Et ce n'est pas l'intégration du nouveau régime syrien au « libre-échange » impérialiste qui représente pour les travailleurs de Syrie une perspective de progrès – surtout à un moment où il apparaît de plus en plus ouvertement comme étant la loi du plus fort... Si la population syrienne veut faire entendre sa propre voix, il lui faudra l'imposer tant aux fractions armées à l'intérieur du pays, qu'à leurs « parrains » régionaux !

PAR STEFAN INO • 16/03/2025

1. Quant aux druzes de Souëida, ils n'ont pas rendu les armes et le régime d'Al-Charaa se trouve quelque peu obligé de leur laisser la responsabilité de la « sécurité régionale ».

ARGENTINE APRÈS PLUS D'UN AN D'ATTAQUES DE MILEI

Malgré la passivité complice de la gauche de gouvernement et des centrales syndicales, la classe ouvrière s'organise contre les nombreuses attaques du président d'extrême droite, comme lors de l'immense « marche des fiertés anti-fasciste » de février ou comme les supporters de foot qui rejoignent les manifestations des retraités pour les protéger de la violente répression.

Une inflation contenue à 84,5 % sur les douze derniers mois : voici le principal fait d'armes dont se targue Javier Milei. Il faut dire qu'avant son élection, elle s'élevait à 211,4 %. Les prix se sont effectivement un peu stabilisés, mais les salaires sont restés les mêmes, bien plus bas qu'en France : un café à Buenos Aires coûte 2,50 euros, pour un salaire minimum autour de 250 euros. Des familles entières basculent dans l'extrême pauvreté et se retrouvent sans abri.

Le président se trouve actuellement au centre d'un énième scandale pour avoir usé de son influence en incitant les Argentins à acheter la cryptomonnaie Libra, fondée par quelques-uns de ses amis milliardaires. Ces derniers ont retiré leurs billes soudainement et la monnaie virtuelle s'est immédiatement écroulée, dépouillant une dizaine de milliers d'Argentins crédules.

S'ATTAQUER AUX SECTEURS MILITANTS

Depuis son élection en décembre 2023, le président d'extrême droite prend l'inflation comme prétexte pour couper les budgets pu-

blics (éducation, santé, cantines populaires, etc.) « à coups de tronçonneuse », entraînant de nombreux licenciements, en plus de lois de dérégulation du marché et de suppression des taxes sur les capitaux étrangers. Le tout accompagné d'un protocole « anti-piquete » qui rend les manifestations illégales. Une politique ponctuée d'attaques tous azimuts : transphobie, sexisme, anti-syndicalisme, révisionnisme et réhabilitation de la dictature militaire de 1974... Milei n'oublie pas non plus d'attaquer les militants en justice : Eduardo Belliboni, du Parti ouvrier (PO), est accusé de détournement de fonds, tandis qu'Alejandro Bodart, du Mouvement socialiste des travailleurs (MST), est condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir dénoncé le génocide palestinien. Milei tente de modifier la constitution pour priver les « petits » partis – issus de la droite, du centre, ainsi que les révolutionnaires – des élections législatives de mi-mandat. Ce gouvernement est bien aidé par la passivité complice de la gauche de gouvernement qui attend la prochaine présidentielle. L'opposition parle-

mentaire vote même certaines lois d'austérité – « responsabilité » oblige. Les centrales syndicales s'alignent sur cette gauche institutionnelle. En un an, elles n'ont appelé qu'à une seule journée de grève générale, suffisamment encadrée pour ne pas déborder.

CONVERGER POUR DÉPASSER LE CLIVAGE

Les soutiens de Milei demeurent, alors qu'une large part de la population semble paralysée. Des organisations militantes permettent tout de même de résister. Comme en février dernier, lors d'une marche « LGBT antifasciste » qui a rassemblé des centaines de milliers de manifestants dans la capitale, après un discours de Milei au forum de Davos, assimilant les personnes homosexuelles et transgenres à des « violeurs pédophiles et des assassins ». La santé et l'éducation constituent les secteurs professionnels les plus combatifs, avec des grèves régulières bien suivies, notamment grâce aux positions syndicales de certains militants révolutionnaires.

La population n'a pas attendu l'exécutif, resté silencieux, pour épauler les pompiers et venir en aide aux sinistrés des incendies en Patagonie et des inondations à Bahia Blanca. Ces catastrophes naturelles ont pris des proportions chaotiques à cause des coupes dans les budgets alloués aux mesures



écologiques, et de l'intensification de l'exploitation des richesses minières conduite par l'extrême droite. Enfin, les supporters de foot se joignent désormais aux retraités, qui manifestent chaque semaine pour la revalorisation de pensions qui dépassent rarement 300 euros, et tentent de les protéger des matraques et des balles en caoutchouc. Le Front de gauche des travailleurs - Unité (qui compte actuellement cinq députés au Parlement) peine à s'unir au-delà des élections, chaque parti empruntant sa propre stratégie. Pour enrayer la machine, il faudra dépasser les clivages actuels chez les travailleurs pour les unir dans un mouvement massif. Prochaine étape, les manifestations prévues le 24 mars, jour du coup d'État de 1976, qui agrégeront toutes les franges militantes et, on l'espère, bien au-delà. En 2024, cette journée avait rassemblé des centaines de milliers de manifestants.

PAR L.S. • 16/03/2025

Tout en bombardant Gaza malgré la trêve, Israël poursuit sa guerre en Cisjordanie

Dans la nuit du 17 au 18 mars, l'aviation israélienne a massivement bombardé le nord de Gaza, faisant plus de 400 morts dans la population. Et l'armée continue à empêcher l'acheminement de vivres et de secours, malgré le cessez-le-feu officiellement en vigueur depuis le 19 janvier dernier.

Ces bombardements ont été approuvés par l'administration Trump, qui donne ainsi sa bénédiction à la reprise des massacres. Israël, qui a déjà décidé de repousser la discussion sur la poursuite de la trêve à la fin du Ramadan et de la Pâques juive, après le 15 avril, est peut-être en train de la torpiller définitivement. Tant pis pour les 58 otages restant et leurs familles. Netanyahu s'en sert même pour en faire porter la responsabilité à Hamas.

Le gouvernement israélien profite aussi de la permanence de la guerre à Gaza pour poursuivre en Cisjordanie les opérations d'expulsions de Palestiniens et implanter de nouvelles colonies. Aux 50 000 morts de Gaza, il faut ajouter ceux de Cisjordanie : 950 morts depuis le 7 octobre 2024, mais tout particulièrement ces derniers mois. Au moment où était signée la trêve à Gaza, Israël lançait son opération « Mur de fer » en Cisjordanie, expulsant 40 000 Palestiniens des camps de Jénine, Tulkarem et Nour Chams. Des villages

ont été rasés pour installer *manu militari* de nouvelles colonies, créant en Cisjordanie une insécurité alimentaire.

Israël poursuit sa guerre avec l'appui inconditionnel des grandes puissances, dont la France. Les États-Unis viennent d'en rajouter en bombardant samedi dernier la région du Yémen contrôlée par les houthistes, faisant plus de 50 morts. Comme pour bien montrer aux peuples pauvres de la région que la guerre les menace tous.

Mais cela prouve surtout que ce que craignent les puissances, c'est que la solidarité des peuples de pays voisins débouche sur des révoltes. Il ne s'agit pas seulement d'une guerre d'expansion d'Israël, mais d'une guerre pour le contrôle des richesses sur le dos des peuples.

Plus que jamais, nous devons manifester ici notre solidarité avec le peuple palestinien.

PAR OLIVIER BELIN • 16/03/2025



RASSEMBLEMENT EN SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN. | PARIS, 18 MARS 2025

ÉTATS-UNIS UNE OFFENSIVE POLITIQUE CONTRE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Vendredi 7 mars 2025, des rassemblements ont eu lieu aux États-Unis et en France à l'appel du collectif Stand Up for Science¹ qui se mobilise face à une attaque sans précédent contre certaines recherches aux États-Unis. Une solidarité qu'il faudra amplifier. Même si c'est peut-être aussi l'occasion pour certains dirigeants d'universités et d'organismes de recherche, qui orchestrent ici les coupes budgétaires dans l'enseignement supérieur et la recherche, de se poser en défenseurs de la recherche scientifique... espérant, au passage, attirer ici certains chercheurs entravés outre-Atlantique.

SABOTAGE DE LA RECHERCHE PUBLIQUE

L'administration Trump multiplie les attaques contre les universitaires et les chercheurs : coupes massives dans les budgets, licenciements, interdiction pour certains chercheurs de participer à une conférence du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (Giec, en charge de surveiller l'évolution de la crise climatique), voire de parler à leurs collègues étrangers, caviardage ou censure d'articles ou de données de recherche, etc. Les agents du Doge, ce Département de l'efficacité gouvernementale privé créé sur mesure pour Elon Musk, chargé de couper dans les dépenses de l'État, débarquent armés de simples clés USB dans les agences de recherche, aspirent les données concernant les programmes en cours et suppriment ceux qui comportent certains mots suspects : femme, genre, diversité, inégalité, discrimination, climat, justice climatique, etc. Les budgets sont coupés du jour au lendemain et les lettres de licenciement envoyées dans la foulée. Des organismes de recherche

entiers sont désorganisés, dans les sciences humaines et sociales, la santé publique, le climat, la promotion des vaccins ou la lutte contre les épidémies.

Cette offensive s'appuie sur les préjugés antivaccins, créationnistes et climato-sceptiques diffusés par les milieux religieux et ultraconservateurs qui ont soutenu Trump pendant sa campagne. Mais le mobile du crime n'est pas qu'idéologique au royaume du King Business... Ruiner des années de recherches sur le dérèglement climatique est une aubaine pour les trusts du pétrole et gaz et leurs techniques extractivistes brutales par fracturation et forage. « Drill, baby drill ! » (Fore, petit, fore !) : Trump avait annoncé la couleur lors de son investiture ! Cela pourrait aussi être une occasion rêvée d'affaiblir les recherches démontrant les effets

catastrophiques de la politique trumpienne sur la classe ouvrière américaine, et de réorienter ces budgets vers les caisses des géants privés de l'intelligence artificielle, des puces électroniques et du spatial... dont les patrons se sont tous alignés derrière Trump. Les objectifs sont sans doute multiples. Difficile, à ce stade, de trancher, mais une chose est sûre, les effets seront probablement majeurs... sans - pour l'instant du moins - mettre à bas des institutions de recherche qui comptent parmi les principaux pôles internationaux attirant étudiants, chercheurs et financements.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Face aux attaques, des recours ont été formés devant les tribunaux qui permettront peut-être de bloquer temporairement certaines mesures. Quelques milliers de scientifiques se mobilisent aussi, malgré l'effet de sidération et la peur, à l'initiative de jeunes chercheurs dont les travaux et les perspectives professionnelles risquent d'être réduites à néant. En France aussi des rassemblements de quelques dizaines ou centaines d'universitaires ont aussi eu lieu ce jour-là sur de nombreux campus, témoignant d'une solidarité internationale pour les chercheurs menacés. Tant mieux ! Mais cette solidarité internationale, indispensable, n'occupe encore que le terrain légal et symbolique. Reste à cet embryon d'internationale scientifique à prendre de l'ampleur et à rejoindre les autres contestations face au caractère massif et brutal d'attaques au service des grands trusts capitalistes.

PAR SACHA CREPINI • 17/03/2025



1. Pour une cartographie des rassemblements : <https://standupforscience2025.org> (onglet « Local SUFS Events »).

En République démocratique du Congo, la paix soumise à l'accord commercial ?

Après plusieurs semaines d'offensive de la part du Mouvement du 23 mars (M23) soutenu par le Rwanda dans les régions du Nord et du Sud-Kivu en République démocratique du Congo (RDC), l'Angola – pays médiateur pour l'Union africaine dans ce conflit – a annoncé l'ouverture de négociations de paix entre la RDC et le M23 à partir du mardi 18 mars, alors que le président congolais Félix Tshisekedi refusait jusqu'alors toute discussion avec le M23.

Dans le même temps, un autre accord semble se discuter : celui d'un partenariat entre les États-Unis et la RDC qui avait « proposé aux États-Unis et à l'Europe d'investir massivement dans [l'exploitation minière], espérant que cela renforcerait la sécurité et la stabilité du pays ».

La déstabilisation dans l'est du pays et le lâchage par la plupart des partenaires de la RDC (retrait des troupes sud-africaines, malawites et tanzaniennes de la mission de la Communauté de développement d'Afrique australe ; annonce de l'intention de l'Ouganda de signer un pacte de défense avec le Rwanda) est une aubaine pour les impérialistes occidentaux : l'occasion de monnayer leur soutien en échange de l'accès aux ressources du sous-sol congolais.

Celui-ci est riche : or, pétrole, uranium, mais, surtout, de nombreux métaux comme le cuivre, le cobalt ou encore le tantale, stra-

tégiques car essentiels pour les industries de l'automobile, de l'aéronautique ou encore de l'armement. Si certaines de ces ressources se trouvent bien dans les zones contrôlées par le M23, comme autour de la ville de Rubaya, l'essentiel des gisements reste sous contrôle congolais et est à ce jour principalement exploité par des entreprises chinoises. Un tel accord, qui n'est pas sans rappeler le chantage des États-Unis à l'Ukraine, serait l'occasion pour les impérialistes occidentaux de réinvestir ce secteur largement dominé par la Chine, en RDC mais aussi au niveau international.

D'après le porte-parole du gouvernement congolais, Patrick Muyaya, les échanges entre la RDC et les États-Unis sont quotidiens. Il a même ajouté : « La RDC a des réserves disponibles et il serait bien que des capitaux américains investissent ici. » Le contrôle et la sécurité de l'approvisionnement de ces métaux est une course qui se



joue aussi entre impérialistes occidentaux et, à ce jour, sans surprise, les États-Unis semblent être favoris.

Un nouvel exemple qu'en RDC comme en Ukraine, les négociations pour la paix se gèrent comme des accords commerciaux, jamais dans l'intérêt des populations.

PAR ADRIAN LANSALOT • 16/03/2025

» SUR LE SITE

Plus d'articles sur l'actualité internationale à lire : npa-revolutionnaires.org



Interview



À QUELS PROBLÈMES LE MOUVEMENT OUVRIER AUX ÉTATS-UNIS DOIT-IL FAIRE FACE ?

Marsha Niemeijer est une militante américaine qui fait partie de l'équipe dirigeante des Labor Notes, un groupe créé en 1979 qui organise tous les deux ans une conférence réunissant des militants syndicalistes radicaux. Elle a participé récemment à des rencontres avec des militants à Agen, Toulouse, Marseille et Paris et a accepté de nous exposer son point de vue sur la situation aux États-Unis et les problèmes auxquels le mouvement ouvrier doit faire face. Un point de vue dont elle tient à dire qu'il n'engage qu'elle-même.

QUELLE EST LA SITUATION DES CLASSES POPULAIRES AUX ÉTATS-UNIS ?

La vie quotidienne est de plus en plus difficile. Loyers et soins de santé sont inabornables. Quand Trump licencie des fonctionnaires, il ne s'agit pas tant d'une question d'économies que de la volonté de mettre au pas les travailleurs, en particulier de couleur, fortement représentés dans le secteur public.

PEUX-TU NOUS PARLER DE LA REPRISE DES GRÈVES AUX ÉTATS-UNIS CES DERNIÈRES ANNÉES ?

Nous avons connu une grève des infirmières du Massachusetts en 2022, et en

avril celle des enseignants de Minneapolis, suivis en mai par ceux du Massachusett, puis fin 2022, 48 000 membres du personnel de l'université de Californie. Des cheminots aux acteurs et scénaristes d'Hollywood, en passant par les travailleurs de la santé, des grèves longues, massives, obtenant le plus souvent gain de cause ont été menées. Les travailleurs de Starbucks et d'Amazon s'organisent, ce que je n'aurais pas cru possible il y a quelques années.

Cette recrudescence des luttes ne s'est pas limitée au monde du travail. 26 millions d'Américains sont descendus dans la rue au cours de l'été 2020 après l'assassinat de George Floyd.

De même, l'opposition à la guerre à Gaza a été d'une ampleur inattendue. Elle est remarquable parce qu'elle va à l'encontre de l'idée que l'Amérique blanche est repliée sur elle-même et raciste.

LE REGAIN DE COMBATIVITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE A-T-IL MODIFIÉ LE RAPPORT ENTRE LES TRAVAILLEURS ET LES DIRECTIONS SYNDICALES ?

Une grande partie de notre espoir repose sur la lutte pour des syndicats démocratiques, dirigés par des militants de base. Cela a représenté une bouffée d'air frais de voir le nouveau président des Teamsters (transports routiers), Sean O'Brien, déclarer la guerre à UPS, une des plus importantes entreprises postales américaines, et annoncer la grève à l'expiration du contrat. UPS a préféré faire de sérieuses concessions sans attendre.

De même, une nouvelle direction du syndicat de l'automobile a été élue contre l'ancienne direction bureaucratique. Son président, Sean Fein, a dirigé une grève de 46 jours contre les trois grands constructeurs automobiles, grève qui a abouti à d'importantes augmentations de salaire.

LE RENOUVEAU DES DIRIGEANTS DE CERTAINS SYNDICATS APPORTE-T-IL DE NOUVELLES PERSPECTIVES ?

Nous devons, pour l'essentiel, repartir de zéro. 43 % des ménages syndiqués ont voté pour Trump. Sean O'Brien a certes obtenu des concessions importantes de la part d'UPS, mais dès le départ n'avait pas

l'intention d'aller jusqu'à la grève. Cela a privé les travailleurs d'UPS d'une expérience qui aurait pu inspirer des millions d'autres travailleurs.

Sean Fein souhaite des droits de douane pour, dit-il, protéger les travailleurs américains de l'automobile contre d'autres travailleurs qui construiraient des voitures à moindre coût. D'un autre côté, lors de la conférence des Labor Notes en avril dernier, il a parlé de la défense des immigrés, ce qu'aucun dirigeant syndical n'avait dit depuis très longtemps. Protectionnisme d'un côté, défense des travailleurs immigrés de l'autre... On est peut-être à la croisée des chemins.

Nous avons besoin d'un syndicalisme de lutte des classes, qui lutte pour tous les travailleurs, contre le racisme et le sexisme au travail, et qui soit prêt à construire un mouvement social plus large non seulement contre Trump, mais contre le capitalisme.

Des occasions existent. La conscience de classe s'accroît et le dégoût des partis traditionnels s'accroît.

• 17/03/2025

LIRE L'INTERVIEW COMPLÈTE SUR NOTRE SITE

npa-revolutionnaires.org/interview-de-Marsha-Niemeijer



SOUS COUVERT DE LUTTE CONTRE LA DROGUE, LE FLICAGE PERMANENT

Retailleau et Darmanin veulent faire de la lutte contre le trafic de drogue leur cheval de bataille en montrant les muscles. Derrière leurs discours sécuritaires, il y a en réalité une politique de violence de l'État contre les pauvres, de stigmatisation des immigrés et des habitants des quartiers populaires, dont l'objectif est d'une part d'instaurer la peur, et de l'autre s'attirer des électeurs sur le terrain sécuritaire. Dans la dernière loi actuellement débattue à l'Assemblée, le Sénat avait même ajouté un amendement permettant aux services de renseignement d'avoir accès aux messageries cryptées, comme WhatsApp ou Signal, ce qui permet en fait un flicage de masse de toute la population. S'il a été retoqué, d'autres mesures permettant une surveillance par algorithme des messageries cryptées ont été votées. Darmanin s'est targué d'avoir obtenu « une grande victoire pour la sécurité et la fermeté de l'État », en clair, derrière un objectif affiché de lutte contre le trafic, il s'agit bien de renforcer les pouvoirs de la police.

LOIS ANTI-DROGUES : UNE CONTINUITÉ DANS LES POLITIQUES RÉPRESSIVES

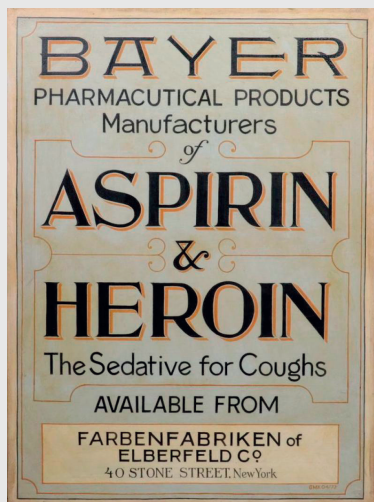
La politique anti-drogue actuelle a été mise en place en 1970, peu après la mort d'une jeune fille par overdose qui avait fait grand bruit. Corrélée à la « War on drugs » de Nixon aux États-Unis, cette politique anti-drogue s'est centrée sur le tout répressif et a ainsi augmenté de manière considérable les moyens pour la police, sans que l'aspect sanitaire mentionné dans la loi ne soit réellement appliqué. Sous couvert de lutter contre le trafic de drogue, cette loi et celles qui ont suivi ont surtout servi de prétexte pour stigmatiser certaines parties de la population, que ce soit les jeunes, les hippies, les homosexuels, les immigrés... voire de justification pour perquisitionner des locaux de groupes d'extrême gauche.

Les lois anti-drogues et leur application répressive se sont très bien agencées avec les politiques racistes : enfin une bonne raison de faire des contrôles au faciès ! Les prisons se sont remplies de jeunes noirs ou

arabes, pour la possession de quelques boulettes de shit. Cette même rhétorique raciste bat son plein aujourd'hui dans la bouche du gouvernement et des médias de tout bord, qui assimilent trafiquants et immigrés. Toute la propagande contre le trafic vise à déshumaniser ceux qui sont en réalité tout en bas de la chaîne de distribution, les dealers qui ne sont que les petites mains du trafic. Les chefs de réseaux savent très bien exploiter la misère et le désespoir pour recruter des jeunes qui leur serviront de vitrine, parfois même de tueurs à gages lorsque la concurrence devient trop gênante. Si lors des opérations sensationnelles du type « place nette » les flics arrêtent quelques petits revendeurs, les chefs de réseaux, eux, ne sont pas inquiétés. Ils pourront très vite reconstituer leur circuit de vente, car la misère et le chômage qui sont le terreau de l'économie informelle ne disparaissent pas quand les flics s'en vont.

PAR JEAN EINAUGIG

LA BOURGEOISIE EN QUÊTE DE DEAL(S) JUTEUX, HIER ET AUJOURD'HUI



De nombreuses drogues, certaines parmi les plus consommées au monde, proviennent de l'industrie pharmaceutique. L'héroïne a par exemple été au départ produite et commercialisée par Bayer aux États-Unis comme une alternative à la morphine à la fin du XIX^e siècle. Elle était vendue librement, préconisée notamment contre la toux, avant d'être interdite au début du XX^e siècle après de trop nombreux cas d'addiction graves. Mais, après

son interdiction, c'est sur la base de réseaux commerciaux « légaux » que le commerce illégal de l'héroïne a pris racine. Les paysans pauvres du Mexique qui cultivaient les champs de pavot pour le compte de l'industrie pharmaceutique ont été recrutés, souvent de force, par les trafiquants de drogue.

Plus récemment, le Fentanyl a connu un parcours similaire, toujours aux États-Unis. En 1995, Purdue Pharma a décidé d'élargir le marché de l'OxyContin, un dérivé de synthèse de l'opium, initialement réservé aux cancers en phase terminale et dont la vente était limitée du fait des risques d'addiction. En minimisant les risques et en multipliant les campagnes de publicité, cette entreprise a incité de nombreux médecins à prescrire son médicament pour les douleurs chroniques. Avec la complicité des pouvoirs publics, elle a favorisé en même temps le développement de cliniques de complaisance, dont le rôle était de prescrire et de distribuer le médicament en ciblant les marchés les plus prometteurs : les zones industrielles, pour supporter le travail à l'usine, les zones touchées par la pauvreté et la désindustrialisation où les corps sont déjà abimés. L'addiction aux opioïdes¹ a alors explosé et, dans les années 2000, la population s'est tournée

vers l'héroïne, moins chère, puis le Fentanyl, cent fois plus puissant, si bien qu'en 2022, il est devenu la première cause de décès chez les 18-49 ans. Bien que poursuivie pour sa responsabilité dans la crise, la famille Sackler, propriétaire de Purdue Pharma, est encore aujourd'hui à la tête d'une fortune de plus de 10 milliards de dollars, largement issue de la vente d'opioïdes, et avait été blanchie en 2021 par un accord à l'amiable – depuis annulé par la mobilisation des familles de victimes. Au cours des vingt dernières années, les opioïdes ont fait au moins 700 000 morts aux États-Unis. Depuis la production des matières premières jusqu'à la distribution, le trafic illégal serait impossible sans une certaine porosité avec l'économie légale et la corruption de services de contrôle et de l'État.

En plus de ménager les intérêts des industriels de la drogue légale lors des rares procès, les différents États dans le monde jouent en permanence double jeu et décrètent des interdictions, tout en utilisant les drogues à des fins politiques. C'est ainsi que l'opium a permis au Royaume-Uni et à la France d'affaiblir la Chine et l'Indochine pendant les guerres de l'opium et la colonisation², tandis que l'héroïne assommait les quartiers pauvres aux États-Unis³, maintenant relayée par le Fentanyl.

PAR JEAN EINAUGIG ET MARTIN CASTILLAN • 16/03/2025

1. Ce terme englobe toutes les drogues, naturelles et de synthèse, dont le fonctionnement est similaire à l'opium. Il désigne notamment la morphine, l'héroïne, mais aussi le fentanyl et l'oxycodone.

2. Voir sur le site du NPA-Révolutionnaires « Histoire du trafic de drogue, une affaire capitaliste », 7 juillet 2023

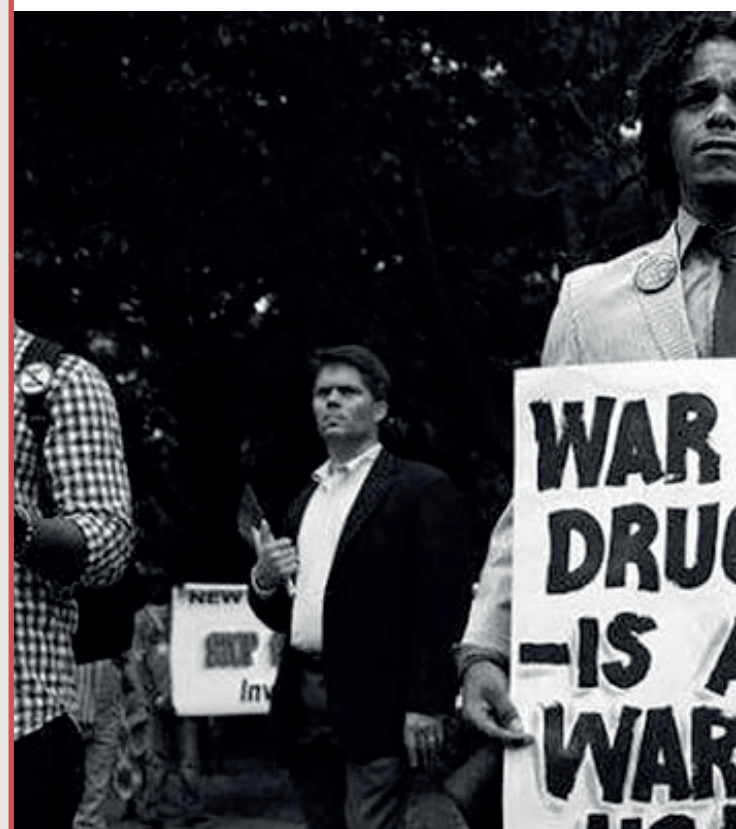
3. Notamment les quartiers noirs, comme le montre très bien la série *The Wire* (voir la critique de la série sur dans *Convergences révolutionnaires* : « The Wire », Armand Thalot, 1^{er} mai 2020).

Le blanchiment, c'est simple

Décembre 2024, tribunal de Bobigny. Quatre hommes passent devant les magistrats pour avoir blanchi 94 millions d'euros. Des sociétés de nettoyage bidon facturaient leurs prétendus services à des entreprises du bâtiment et recevaient pour cela de l'argent « propre ». En échange, les patrons du BTP touchaient de l'argent « sale » issu de la drogue,

avec lequel ils payaient au noir des travailleurs sans-papiers. Ce mariage heureux entre exploitation du travail et profits du trafic n'est pas une exception.

Car le capitalisme ne serait pas le capitalisme sans ces zones grises dans lesquelles s'insèrent les circuits financiers du crime organisé. Tel marchand d'or recycle le pactole du cannabis, tel



EXPLOITATION FACILE ET CONCURRENCE FÉROCE : LE TRAFIC DE DROGUE, UN CONCENTRÉ DE CAPITALISME

Les habitants des quartiers pauvres sont les premiers à subir les trafics et les dégâts collatéraux inhérents à ce commerce illégal. Ils et elles vivent au quotidien la surprésence de la police et son harcèlement. La peur de l'avenir se conjugue ici avec celle de voir ses enfants basculer du côté de la tentation de l'argent illégal.

Prenant appui sur la généralisation de la pauvreté et l'exclusion de nombreux jeunes des études puis du monde du travail, l'organisation de ces réseaux et de ces points de deal répond aux logiques capitalistes, tout en s'exonérant des droits acquis par le mouvement ouvrier. Les « petites mains » du deal sont facilement interchangeables. Sans droit aux congés ni aux arrêts maladie, avec souvent plus de douze heures de travail par jour, pour des salaires proches ou inférieurs au Smic horaire, elles subissent la pression de leurs patrons qui n'hésitent pas à les endetter et à les faire travailler gratuitement pour rembourser les erreurs de comptes ou les saisies policières. Quand il n'est pas content, c'est la violence et l'humiliation qui viennent asseoir le pouvoir du patron. L'environnement de travail ne respecte bien évidemment aucune condition d'hygiène et de sécurité et les risques d'accident sont nombreux.

Ce qu'on appelle communément « règlements de compte » n'est que l'expression de la concurrence violente entre différents groupes pour des marchés, pour le maintien du taux de profit ou l'extension économique. La violence physique, y compris par armes, vient y remplacer les OPA, les rachats ou les fusions-acquisitions. La mort ou la prison, c'est l'issue en cul-de-sac pour les jeunes prolétaires qui rêvent de s'extraire de leur position sociale en pariant sur ce versant illégal de l'exploitation capitaliste.

PAR ANDRÉ K. • 15/03/2025

grossiste en textile échange des valises de cash contre des sacs à main de luxe... « *Taper les trafiquants au portefeuille* » ? Quel gouvernement bourgeois va s'en prendre à la grande banque qui lave plus blanc que blanc, en passant par toute la faune des intermédiaires véreux domiciliés à Dubaï et consorts ?

Pour masquer leur inaction, les pouvoirs publics envoient les policiers harceler les populations des quartiers ouvriers. Aux établissements bancaires et financiers, on laisse le soin de « s'autocontrôler »... On ne fait confiance qu'aux riches !

PAR BASTIEN THOMAS
• 16/03/2025



La lutte du mouvement ouvrier contre l'alcoolisme

Si les mouvements de tempérance du XIX^e siècle avaient pour origine des bourgeois ou des religieux qui voyaient dans l'alcoolisme un vice dû aux mauvaises mœurs des ouvriers, le mouvement ouvrier a su prendre part à la lutte contre ce fléau, comme en France la Fédération ouvrière antialcoolique. Ces militants prônaient un véritable changement dans le mode de vie, en promouvant la participation aux clubs, associations et partis ouvriers comme une alternative aux ravages sociaux de l'alcoolisme. Lors de la révolution russe, les bolcheviks mirent fin à la production massive de vodka, manne financière pour l'État tsariste et catastrophe sanitaire. Ils mirent en place

de vastes campagnes de prévention. C'est le reflux de la révolution sous le stalinisme qui a signé la fin de cette politique. La dégradation des conditions de travail et de vie a favorisé l'alcoolisme dans les milieux ouvriers. La chasse aux pauses et aux temps morts a amené les patrons à durcir le règlement au sein de l'usine, mais cela n'empêche pas de boire à la sortie du travail. S'il n'existe pas de panacée contre les addictions dans le cadre de cette société délétère, les principales organisations de la classe ouvrière ont abandonné pour l'essentiel la lutte contre l'alcoolisme et ne font pas contrepois à l'absence de perspectives sur laquelle ce dernier prospère...

PAR ROBIN KLIMT • 14/03/2025

POUR UN MONDE SANS DROGUES, QUELLES SOLUTIONS ?

La consommation de drogue et son trafic sont bien intégrés à l'économie. On peut se faire livrer de la drogue comme on commande une pizza. Pourtant, la réponse des États tombe partout à côté de la plaque. Les trafiquants s'adaptent aux moyens répressifs et, au lieu de diminuer la violence, la répression l'augmente et structure le marché noir. En fin de compte, c'est l'aspect sanitaire qui est laissé de côté.

L'économie informelle au sens large se développe avec la misère, lorsque des quartiers, voire des villes entières, sont frappés par le chômage de masse, la destruction des services publics, les suppressions des aides pour l'accompagnement des jeunes, la disparition des maisons des jeunes et de la culture... Alors, quand on est incapable de résoudre ces problèmes à la source, il reste la matraque, la discrimination et la stigmatisation (« fumer un joint, c'est avoir du sang sur les mains », dit Bruno Retailleau, soutien inconditionnel du massacre à Gaza). L'addiction aux drogues, qu'elles soient légales ou non, touche déjà des millions de personnes : rien qu'en France, on estime à 900 000 les consommateurs quotidiens de cannabis selon l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT) ; l'alcool et le tabac entraînent 115 000 décès par an. Les personnes en situation de dépendance ne devraient pas être considérées comme des délinquantes, mais comme des malades : elles ont besoin d'hôpitaux en état, de personnel dédié, d'accompagnement et de lieux spécialisés, gratuits et accessibles.

LA LÉGALISATION : UNE BONNE AFFAIRE POUR LES CAPITALISTES

Si les politiques répressives ont depuis longtemps montré leur inefficacité, l'herbe n'est pas vraiment plus verte du côté de la légalisation sous le capitalisme.

La légalisation du cannabis revient souvent sur la table et, là encore, l'aspect sanitaire passe au second plan. Ce sont plutôt les enjeux économiques qui sont discutés. On peut voir dans les sponsors de la Conférence internationale du marché du cannabis de 2022 à Berlin (l'Allemagne a légalisé le cannabis en 2024) tout l'attirail classique des lobbyistes : cabinets d'avocats, juristes, boîtes de conseil, d'investissement et industriels pharmaceutiques – de quoi être rassuré !

En réalité, la légalisation n'a pas vraiment endigué la consommation, quand elle ne l'a pas carrément augmentée, pour le plus grand bonheur de certains capitalistes qui gagnent un marché très juteux : aux Pays-Bas, des entreprises agricoles ont ainsi été autorisées à développer leur business par la production de cannabis pour approvisionner les *coffee shops*.

Le marché noir, quant à lui, continue d'exister en parallèle : dans l'Oregon, aux États-Unis, la production légale couvrirait dès 2019 sept années de demande locale, selon l'étude de l'OFDT. En raison de l'interdit fédéral et international, cette surproduction ne peut être exportée ou transportée légalement dans un autre État et finit bien souvent par être détournée vers le marché noir.

La consommation de drogues est l'expression d'un besoin de s'abstraire d'une société violente et anxiogène. Lutter contre cette consommation, ce n'est certainement pas s'en prendre à ceux qui y ont recours et ne sont que des victimes de la dureté de la société. Or c'est tout ce dont sont capables les États. En ce sens, nous sommes favorables à la dépénalisation des drogues, c'est-à-dire l'arrêt de toute répression vis-à-vis des consommateurs, tout en militant contre leur usage. Et nous dénonçons la répression des « petites mains », quand les gros bonnets de la drogue peuvent poursuivre tranquillement leurs activités.

La lutte contre la drogue est inséparable de la lutte contre ce qui en crée le besoin, c'est-à-dire une société basée sur l'exploitation et l'oppression, qui broie les individus – ce qu'est aujourd'hui la société capitaliste.

Un combat que seule l'organisation consciente du monde du travail sera en mesure de prendre en charge.

PAR ÉTIENNE CRESSON ET JEAN EINAUGIG
• 02/03/2025

Contre la guerre sociale dans l'éducation : se regrouper pour mieux riposter

Depuis janvier 2025, les mobilisations contre les fermetures de classes, les suppressions de postes, les suppressions d'heures... se multiplient au niveau national. Une kyrielle de mobilisations qui ne demanderait qu'à être coordonnées pour répondre collectivement.

5 000, c'est le nombre de classes supprimées au niveau national ; le nombre d'heures supprimées dans le secondaire est pour l'instant non calculable, mais extrêmement important lui aussi. Dans les écoles de certains territoires, cela implique pour des enfants de changer de ville, parfois sans bus scolaire.

Avec le nouveau budget, c'est aussi la suppression des heures supplémentaires effectives qui permettaient de répondre à des besoins spécifiques de certains élèves ou d'offrir des espaces dans les établissements (clubs, les activités du midi, etc.). Une situation encore aggravée par l'arrêt du Pass culture collectif pour fin 2025, dont le budget équivalait au prix d'un seul avion Rafale.

Au même moment, le gouvernement augmente le budget militaire de 40 milliards

d'euros après l'avoir déjà augmenté de 50 % sur cinq ans l'année dernière. Pour donner un ordre d'idée, 50 % de ce budget sur cinq ans ce sont 1,25 million de postes en plus ou la construction de 28 000 établissements scolaires.

Ces décisions entraînent des explosions éparses partout, lutte locale pour une classe ici, pour une école là, contre des suppressions de postes ailleurs. Il serait temps de regrouper toutes ces luttes.

PAR HERMANN • 18/03/2025



FOYERS D'HÉBERGEMENT D'URGENCE Émergence-s (76) : « En grève avant qu'on crève »

Lundi 10 mars la grève a été déclenchée pour 24 heures chez Émergence-s, la plus grosse association de foyers d'hébergement d'urgence du département de Seine-Maritime, confrontée à un énorme déficit, à la menace de suppressions massives d'emplois et à la disparition de ses missions d'accompagnement social (cf. *Révolutionnaires*, n° 29).

Les grévistes se sont réunis dès le matin sur le piquet de grève devant le foyer d'hébergement des Cèdres à Rouen, puis se sont rendus devant le celui de l'abbé Bazire, où une grande banderole a été déployée, visible par tous les automobilistes empruntant le boulevard très fréquenté. La colère des grévistes s'est focalisée contre la suppression des Ateliers d'adaptation à la vie active (AAVA), ces contrats d'insertion qui concernent en premier lieu des sans-papiers dont c'est la seule source de revenus, mais ouvrent aussi la possibilité d'être régularisés alors que les démarches sont de plus en plus compliquées suite aux différentes lois et aux circulaires des ministres successifs. La grève porte aussi contre le non-renouvellement des contrats aidés et des CDD en raison des coupes budgétaires annoncées. Les salariés se sont donnés rendez-vous le lundi 17 mars pour une nouvelle assemblée générale. À suivre...

CORRESPONDANT • 18/03/2025

GRÈVE VICTORIEUSE SUR LES SALAIRES À GEODIS CALBERSON (PORT DE GENNEVILLIERS)



Du 17 février au 10 mars, les 200 ouvriers du centre logistique de Geodis Calberson du port de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) étaient en grève à plus de 90 %. Cette filiale de la SNCF dégage de gros bénéfices (260 millions en 2023) mais les salaires sont faibles.

Bénéficiant de l'expérience de deux longues grèves reconductibles en 2015 et 2022, les grévistes ont sollicité le soutien de nombreuses organisations syndicales et politiques, et ont été appuyés par les Soulèvements de la Terre. Des blocages du site touché par la grève et de plusieurs autres implantations Geodis en Île-de-France ont ponctué la grève. Un débrayage a également eu lieu sur l'autre site Geodis du port de Gennevilliers. Ces actions ont nourri les discussions au-delà de Geodis Calberson sur la nécessité de lutter pour arracher des augmentations de salaire.

Dans la foulée de la visite du piquet de grève par la secrétaire confédérale de la CGT, le conflit a débouché le 11 mars sur une augmentation de 150 euros bruts : 100 euros de hausse immédiate et 50 euros supplémentaires en août.

CORRESPONDANT • 18/03/2025

Près de deux mois de grève à l'hôpital Mermoz (Lyon)

La grève à l'hôpital Mermoz s'est terminée ce 5 mars par une victoire partielle des urgentistes, mettant fin à une lutte de près de deux mois, avec la revendication commune de meilleurs salaires et conditions de travail.

Le mouvement a été initié par les brancardiers, le 13 janvier dernier. Les préparateurs en pharmacie les ont rejoints le 27 janvier. La direction n'a rien voulu entendre : elle a décidé de fermer le bloc opératoire pendant trois jours, donc de déprogrammer des interventions et même des chimiothérapies plutôt que d'envisager des augmentations pour ses salariés, dont certains sont tout juste au Smic ! Le 3 février, les brancardiers ont arrêté la grève avec une grande colère.

Mais, le même jour, les urgences ont pris le relais. La grève a été extrêmement suivie, par la quasi-totalité des aides-soignantes et infirmières, ce qui a conduit à la fermeture des urgences. La direction, une nouvelle fois, n'a rien voulu savoir sur les salaires en prétextant « de gros problèmes financiers ». Quand on connaît les bénéfices du groupe Ramsay Santé, dont l'hôpital Mermoz fait partie, on a presque envie de rire.

La grève vient donc de se terminer avec

la réouverture des urgences. Si les grévistes sortent victorieux de la bagarre sur le plan des conditions de travail, avec notamment l'ouverture de lits « bloqués » dans les autres services, la direction n'a rien lâché sur les autres revendications. Les collègues de Mermoz ont eu raison de se battre et de tenter d'élargir leur mouvement : espérons qu'ils donneront envie de suivre leur exemple et que, la prochaine fois, ils fassent entendre raison à la direction.

CORRESPONDANTE • 18/03/2025



UNIVERSITÉ DE ROUEN QUAND LE RACISME MÈNE AU PIRE

Mercredi 12 mars à Rouen, un étudiant de l'université Pasteur a tenté de mettre fin à ses jours sur son lieu d'étude. Il avait témoigné du racisme qu'il subissait de la part d'un enseignant, déjà visé par au moins neuf étudiants et employés pour ses propos racistes : « *Un projet venant de chez vous, venant de la jungle* » ; « *On définit la qualité d'une promotion en fonction des Noirs et des Arabes qui se trouvent dans la promotion* »... Un racisme qui transparait aussi dans son action en tant qu'élue municipal d'opposition à Rouen contre l'aide au financement de SOS Méditerranée.

Devant l'acte désespéré de cet étudiant, la fac a choisi la politique de l'omerta. Elle cherche à défendre l'enseignant raciste en défendant sa « neutralité » ! Quelle absurdité, comme si l'institution qui reste indifférente aux alertes n'avait pas une responsabilité capitale dans l'affaire. Les premières plaintes remontent à des mois, mais le professeur est resté en fonction dans la majorité des promotions, et aucune instance n'a été saisie : bref, aucune sanction réelle. Le racisme distillé par en haut gangrène tous les milieux et mène au pire.

LES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ PASTEUR S'ORGANISENT !

Après une première assemblée générale, les étudiants ont décidé de poursuivre la mobilisation en prévoyant de nouvelles assemblées générales, des manifestations, notamment la manifestation antiraciste du 22 mars. C'est tout un système qui est mis en cause, hors de question de laisser retomber la tension tant que le racisme aura sa place dans nos facs !

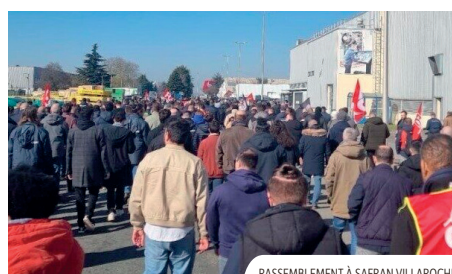
CORRESPONDANTS • 18/03/2025

À Safran, l'économie de guerre, ça ne paye pas les salaires

À Safran Commercy (Meuse), vendredi 14 mars, des travailleurs tenaient leur piquet pour un dixième jour de grève. Depuis le 5 mars, il y a eu une vague de grèves sur plusieurs sites : 500 grévistes à Villaroche en Seine-et-Marne, des centaines sur d'autres sites, dont Corbeil et Commercy.

Ni les records de bénéfices des groupes de la défense militaire, ni la hausse des budgets militaires ne poussent les patrons à mieux payer les travailleurs. C'est le cas à Thales Alenia Space (TAS), entreprise du spatial où la direction propose... zéro euro d'augmentation. Dans diverses filiales du groupe Safran aussi : en 2024, les bénéfices ont bondi de 51 %, les dividendes de 63 %, un nouveau bond est attendu en 2025... Mais pour les salaires, c'est peanuts : autour de 2 % suivant les filiales. Le groupe a proposé des négociations boîte par boîte pour diviser et éviter la répétition de la grève inter-entreprises de février 2024, qui sonnait comme un coup de semonce pour les patrons.

CORRESPONDANT • 18/03/2025



RASSEMBLEMENT À SAFRAN VILLAROCHE

Il est 5 heures... Paris expulse les mineurs isolés



Triste spectacle à la Gaité lyrique dans le 3^e arrondissement de Paris. Le 17 mars, la préfecture a ordonné l'expulsion immédiate des plus de 450 jeunes du Collectif des jeunes de Belleville, qui occupaient depuis près de trois mois le lieu, faute de mieux. Le message était clair : s'ils ne quittaient pas cet espace, si petit pour tant de monde, avant 5 heures du matin le lendemain, la police emploierait la force. Cet ultimatum a fait l'effet d'un électrochoc. Plus de 1 000 personnes faisant partie de leurs soutiens se sont réunies pour un rassemblement d'urgence dès 18 heures afin de se relayer pour rester avec les occupants au fil d'une nuit rythmée de slogans, alors que les camions de CRS étaient déjà stationnés : il fallait rester prêts et à l'affût. À 6 heures du matin, la police a chargé, matraqué et gazé la foule pour la séparer des mineurs, avant de les chasser dans la rue afin d'en embarquer certains en direction des commissariats, ou de les expulser par camion hors de la capitale... direction Rouen ? Quant à l'hypocrite mairie de Paris, elle se félicite, par la voix d'Anne Hidalgo, que cette évacuation musclée était « ce qu'il fallait faire » : elle n'a jamais souhaité autre chose qu'éloigner ces jeunes qu'elle considère comme un problème et qu'elle n'a jamais soutenus.

« Tous les besoins élémentaires [...] les jeunes du collectif ont dû les arracher par la force de leurs luttes. »

Tous les besoins élémentaires – comme l'accès aux soins, la scolarisation, l'hébergement pour éviter de dormir dehors –, les jeunes du collectif ont dû les arracher par la force de leurs luttes. De la Maison des métallos jusqu'à la Gaité lyrique, en passant par le 104, pour les mineurs et leurs soutiens, tout n'a été qu'une succession de galères, logistiques, administratives, où il a fallu arpenter des préfectures et des tribunaux qui ne font que mettre des bâtons dans les roues, en refusant de reconnaître, par pur racisme, le fait qu'ils sont mineurs. La préfecture de police dit vouloir les envoyer à Rouen, comme elle a dit vouloir les envoyer à Marseille pendant les JO. Du pipeau quand on sait que, à Rouen, des mineurs étrangers rencontrent déjà les mêmes problèmes. Dans ce climat de racisme ambiant, l'État provoque et cherche à briser la mobilisation des jeunes, à la veille de la manifestation annuelle du 22 mars de lutte contre le racisme et en solidarité avec les immigrés.

Partout – à Lyon, Lille, Rouen, Marseille – le combat continue pour des logements, des soins, la scolarisation et la reconnaissance de la minorité pour ces jeunes. « Y en a marre » de ces provocations, de cette brutalité de la police qui cherche à terroriser ceux qui s'opposent à cet État qui multiplie les mesures racistes ! Tous en manifestation le 22 mars !

>> Sur Instagram : @Belleville.mobilisation

CORRESPONDANT • 18/03/2025

Interview

COLLECTIF DES MINEURS NON ACCOMPAGNÉS DE ROUEN

« Ils veulent nous invisibiliser... »



Le Collectif des mineurs non accompagnés s'est constitué à Rouen en novembre dernier. Vendredi 14 mars, nous avons rencontré trois délégués du collectif et l'une de leur soutien, Cécile.

Qu'est-ce qui vous a amené à créer ce collectif et combien de jeunes y militent aujourd'hui ?

Délégué 1. Nous étions plusieurs à refuser de devenir une génération de sans-papiers. Alors, pour faire bouger les choses, nous avons décidé de nous regrouper et d'agir ensemble. Aujourd'hui, nous sommes une quarantaine à faire partie de ce collectif rouennais.

Délégué 2. Au mois de janvier, nous avons décidé de rencontrer le collectif parisien. On a aussi participé au regroupement des collectifs des différentes villes. Au printemps, cinq ou six délégués de Rouen iront à Lille pour une rencontre entre la dizaine de collectifs qui existent.

Comment intervenez-vous ?

Délégué 1. On veut rendre visibles nos situations. Certains ont fui des guerres, d'autres des violences, y compris familiales, etc. On peut faire des manifestations, des occupations de lieux... Dès qu'on est face à la préfecture, on explique pourquoi on est là, et aussi à la population qui pense que « tout va bien pour les migrants ».

Délégué 2. Le collectif a besoin et compte sur le soutien matériel, financier et militant des organisations de Rouen.

Quelles sont vos principales revendications ?

Délégué 3. Il y a trois axes essentiels : l'hébergement, la santé et la scolarisation. Aucun de nous n'est scolarisé, on a passé nos tests au Casnav¹ et on n'a pas encore de retours.

Est-ce que vous pouvez nous parler de l'accueil et de l'entretien d'évaluation réalisé par l'aide sociale à l'enfance (ASE) ?

Délégué 1. Lorsque l'on se présente au conseil départemental... on raconte nos histoires, les cauchemars vécus... mais ceux qui nous reçoivent n'ont aucune empathie. Ils sont juste là pour trouver une

erreur dans nos propos et justifier leur rejet de reconnaissance de minorité.

On est hébergés chez B&B Hôtel. Les éducateurs passent la nuit, ouvrent les portes sans frapper et vérifient si tu es là : aucun respect de la vie privée. Trois jours après ils te disent « prends tes affaires », tu dois aller au Caps². Ils te disent « appelez le 115 ». En fait, ils veulent nous disperser, nous diviser, nous invisibiliser !

Conformément aux règles, est-ce que l'ASE propose un interprète aux non francophones ?

Délégué 3. Ils m'ont dit : « l'interprète va vous traduire » et c'est tout. Ils te reposent tout le temps les mêmes questions pour te pousser à faire une erreur et à justifier leur refus.

Délégué 2. Ils trouvent toujours quelque chose : ta posture n'est pas celle d'un enfant... Les éducateurs rapportent : « Il fait son lit, range sa chambre, étrange pour un enfant de 16 ans. »

Délégué 1. À Rouen, sur mon groupe de 17, seulement trois ont été reconnus mineurs. Les autres passent par les recours, les tests osseux. Mais ceux qui sont reconnus après de longs mois ont alors 17 ans et 4 mois, ou 17 ans et 6 mois. Trop tard pour la plupart des accompagnements. Ils reçoivent du pain, des yaourts mais n'ont pas accès à la scolarisation.

On a constaté que l'ASE est beaucoup plus dure avec les jeunes de l'Afrique subsaharienne. Elle n'aide pas, ne soutient pas les jeunes dans leurs démarches.

Cécile : vous vous inscrivez dans le cadre de la journée internationale contre le racisme et le fascisme du 22 mars ?

Délégué 1. Oui. Nous serons présents au concert organisé par RESF le 20 mars et nous ferons une prise de parole. Le 22 mars, on sera en tête de manifestation avec une banderole offerte par des organisations.

1. Le Casnav est le dispositif de l'Éducation nationale chargé d'évaluer et d'orienter les élèves allophones qui arrivent sur le territoire français.

2. Le Caps est un dispositif associatif local d'aide d'urgence pour les personnes sans logement ni revenu.



<< LIEN VERS LA PAGE INSTAGRAM DU COLLECTIF

Retrouvez l'article en version longue sur notre site >>



LA POSTE ANTONY-CHÂTENAY (92)

UNE GRÈVE QUI POSE LA QUESTION DU REGROUPEMENT DES POSTIÈRES ET POSTIERS DES DIFFÉRENTS BUREAUX

Une première grève à 90 % des factrices et facteurs d'Antony (Hauts-de-Seine) le 26 février, avec un rassemblement devant le comité social et économique (CSE), avait empêché la validation immédiate d'une réorganisation qui prévoit 40 % de suppressions de tournées. Le 12 mars, ce sont les



deux bureaux Antony et Châtenay-Malabry qui se sont mis en grève majoritaire et sont venus en nombre devant le CSE. Une minorité des élus du CSE (SUD et CGT) a voté pour une expertise, clairement demandée par une majorité de collègues des deux bureaux, et qui aurait pu mettre un coup d'arrêt au projet. Les autres représentants syndicaux qui disent « *respecter l'avis des collègues* » quand il s'agit de réclamer des primes en échange de dégradation des conditions de travail, n'ont pas hésité à valider la mise en place de nombreuses suppressions d'emplois. 75 réorganisations sont prévues d'ici cet été en Île-de-France : si la direction et ses relais syndicaux continuent à ce rythme, l'idée de la nécessité d'un regroupement des forces des postières et postiers des différents bureaux va faire son chemin. Des grèves ont eu lieu ces derniers jours ou sont en cours contre des restructurations en Haute-Corse (Biguglia-Luciana), en Ille-et-Vilaine (Rennes) et en Loire-Atlantique (Sorinières).

CORRESPONDANT • 18/03/2025

RATP : des bénéfices tirés vers le haut

Le groupe RATP a dévoilé ses résultats 2024 : une hausse de 10 % du chiffre d'affaires qui monte à 7,1 milliards d'euros et un résultat opérationnel de 167 millions. Cette tendance va sans aucun doute continuer car l'entreprise gagne des marchés un peu partout : du métro de Riyad à celui de Lyon par exemple.

Mais les dirigeants de la multinationale RATP, Jean Castex en tête, préviennent que les bus parisiens tireraient les bénéfices à la baisse. Ce serait aux travailleurs de faire des sacrifices, dans le cadre particulier de l'ouverture à la concurrence

qui se poursuit. Quant à Île-de-France Mobilités (IDFM, l'autorité organisatrice qui représente la région), elle appuie les mensonges de Castex pour payer le moins possible en faisant jouer le chantage à concurrence entre les groupes. Eh oui, les annonces de bénéfices deviennent l'occasion d'annoncer de nouvelles attaques contre les travailleurs et tous les services qui leur sont nécessaires !

Attaques qui se poursuivent à travers, par exemple, les négociations annuelles obligatoires (NAO) qui viennent de se dérouler. À la clef, une revalorisation des « médailles » (prime d'ancienneté), une prime de 10 euros pour le travail le samedi, la conversion d'une prime en salaire et la possibilité de monétiser davantage de jours dans le compte épargne temps. Travailler plus sans même vraiment gagner plus ! Mais pas d'augmentation des salaires en vue ! Pour aller les chercher, NAO ou pas, il faudra se battre.

PAR SELMA LABIB ET MARINA KUNÉ • 18/03/2025

Sciences Po : grève et victoire pour les agents d'entretien

À Sciences Po Paris, les 77 agents d'entretien ont obtenu un treizième mois après une semaine de grève. Dès le 5 mars, ils se sont mis en grève, tous ensemble, pour dénoncer leurs conditions de travail. Depuis le dernier contrat, Sciences Po et le sous-traitant Atalian leur imposaient moins d'heures que le total prévu dans le contrat, pour une surface à nettoyer équivalente. Avec le soutien de centaines d'étudiants, les grévistes ont tenu un piquet et des rassemblements toute la semaine. Et ce malgré les calomnies de Sciences Po, qui les a accusés de dégradations et a carrément fermé le campus. Mais si la direction a fermé les locaux, c'est qu'ils étaient sales : sans travailleurs, les toilettes ne se lavent pas toutes seules ! Le 11 mars, les grévistes ont arrêté leur mouvement, après obtention du treizième mois. Mais ils restent prêts à se mobiliser à l'avenir, pour faire appliquer l'accord... et pourquoi pas l'améliorer ?

CORRESPONDANTS • 18/03/2025



AUTOMOBILE

L'UE vole au secours des constructeurs et de leurs profits

La Commission européenne a présenté début mars un « plan d'action » pour soutenir le secteur automobile. Pas pour stopper la vague de licenciements, mais pour alléger les contraintes imposées aux constructeurs dans la transition vers l'électrique.

LE LOBBYING DES CONSTRUCTEURS

L'Union européenne (UE) négocie depuis des années une baisse progressive des ventes de véhicules thermiques d'ici 2035 avec le patronat. Pour l'instant, cette échéance n'est pas remise en cause, mais les constructeurs exigent depuis des mois que les paliers intermédiaires de « décarbonation » des ventes soient révisés.

Luca de Meo, le directeur général du groupe Renault, l'a répété : l'objectif fixé pour l'année 2025 était trop ambitieux. Pas tant pour des raisons techniques, mais car les ventes de véhicules électriques sont trop faibles, à cause de leurs prix exorbitants. Et les constructeurs européens de menacer de nouvelles suppressions de postes, qui s'ajouteraient à celles déjà prévues (35 000 dans le groupe Volkswagen, par exemple). Peu importe les milliards de profits engrangés ces dernières années.

LE CHANTAGE À L'EMPLOI

Début 2025, deux sites de véhicules utilitaires Renault viraient un millier d'intérimaires : plus de 300 à l'usine de Sandouville (Seine-Maritime) et plus de 700 à celle de Batilly (Meurthe-et-Moselle). Un carnage pour ces travailleurs précaires, et une galère pour les salariés restants, obligés de trimmer davantage.

De quoi forcer la main à la Commission européenne en menaçant d'une hécatombe de licenciements en cas d'application de la nouvelle norme ? Miracle : quelques semaines plus tard, le patronat de l'automobile obtenait gain de cause : la réglementation européenne prévue pour 2025 va être assouplie et le plafond autorisé pour les émissions de CO₂ sera calculé sur la moyenne des années 2025, 2026 et 2027. De quoi rassurer les constructeurs, qui n'auront pas à brader leurs chers véhicules électriques pour en augmenter les ventes afin de réduire leurs émissions de CO₂ et de rentrer dans la norme. Tant pis pour l'environnement, au moins leurs profits sont sauvés.

Quant à la casse sociale, elle n'est pas près de s'arrêter. Les intérimaires mis à la porte de Batilly et de Sandouville en savent quelque chose : malgré l'annonce de l'assouplissement des normes européennes, la suppression de leurs postes n'a pas été annulée.

PAR LUCIEN MASSA ET HUGO WEIL • 18/03/2025

la cgt
Renault Sandouville

Une vraie pièce de théâtre dont nous ne serons pas les Guignols

Acte 1 : la direction se plaint d'une potentielle amende de 500 millions d'euros

Acte 2 : la direction menace de licencier 1000 intérimaires (300 Sandouville + 700 Batilly)

Acte 3 : la direction réussit à ne pas payer les 500 millions d'euros d'amende

Acte 4 : la direction licencie 1000 intérimaires

Les élus de la CGT Renault Sandouville ne négocieront jamais des licenciements

BOYCOTT du CSE EXTRA du 11 mars 2025

Il y a quarante ans : La fin de la grande grève des mineurs britanniques

Le 3 mars 1985 se terminait la plus grande grève des mineurs de l'histoire britannique qui avait commencé tout juste un an plutôt. Pour les mineurs, le bilan fut amer : 6 morts, 20 000 blessés, 11 000 arrestations, plus de 5 600 comparutions en justice, 200 peines d'emprisonnement prononcées et un millier de licenciés. Ce n'était pourtant pas la combativité qui leur avait manqué : elle fut, par bien des côtés, exemplaire. Mais, dès le début du mouvement, la bureaucratie syndicale se dressa pour éviter que leur mouvement fasse tache d'huile.

UN CONTEXTE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DIFFICILE

Margaret Thatcher était au pouvoir depuis cinq ans. Elle avait mis en place une politique anti-ouvrière qui se caractérisait notamment par une libéralisation et une privatisation à outrance de l'économie, la liquidation des entreprises nationalisées, des coupes sombres dans les services publics, une baisse des salaires réels, des licenciements massifs, etc. Elle voulait fermer les mines, plus rentables du fait notamment de l'arrivée massive du gaz et du pétrole exploités en mer du Nord. En outre, elle avait pris des mesures interdisant les piquets de grève et les grèves de solidarité et mis sur pied une police anti-émeute.

LE DÉBUT DE LA GRÈVE

Le 1^{er} mars 1984, les charbonnages britanniques annonçaient la fermeture de vingt puits et le licenciement sec de 20 000 mi-

neurs. La direction des charbonnages avait pris la précaution de stocker d'importantes quantités de charbon.

La grève commença spontanément dans le Sud-Yorkshire, et s'étendit peu à peu, notamment en Écosse. Les grévistes envoyèrent des piquets volants dans les autres mines pour les inciter à cesser le travail. Et cela a fonctionné. Le syndicat des mineurs, dirigé par Arthur Scargill, accompagna alors le mouvement en l'amplifiant. Au plus fort de la grève, 140 000 des 200 000 mineurs ont participé au mouvement.

UNE ÉNORME SYMPATHIE POPULAIRE...

Dès le début, la grève rencontra la sympathie des classes populaires. Les mineurs apparaissaient comme les premiers à défier le gouvernement anti-ouvrier de Thatcher et étaient accueillis à bras ouverts. Des caisses de grève étaient organisées un peu partout. Sur les ronds-points, apparaissaient des groupes



MARCHE DE SOUTIEN AUX MINEURS SUR À CAMBERWELL ROAD. | LONDRES, 1984

avec des affiches proclamant : « Si vous êtes solidaires des mineurs, klaxonnez ! » Ce qui donna lieu à de joyeux tintamarres.

... MAIS L'OPPOSITION FAROUCHE DE LA BUREAUCRATIE SYNDICALE

Rapidement, la direction du Trade Union Congress, la confédération syndicale, mit en place un cordon sanitaire autour des grévistes. Il y eut malgré tout des mouvements de solidarité spontanés parmi les dockers, les ouvriers des transports routiers, les cheminots, les électriciens et les sidérurgistes qui refusèrent de transporter ou de manipuler « le charbon des jaunes ». Mais, à aucun moment, Scargill ne remit en cause la bureaucratie syndicale en s'adressant par exemple par-dessus sa tête aux syndicalistes et salariés de base qui ne cachaient pas leur sympathie pour les mineurs. Bien mieux, alors qu'en plein mouvement le gouvernement conservateur avait annoncé 14 500 suppressions

d'emplois chez les cheminots, 15 000 dans la sidérurgie, 10 000 dans les chantiers navals et plusieurs milliers d'autres dans les hôpitaux et chez les dockers, à aucun moment la direction du syndicat des mineurs ne chercha à devenir le fer de lance d'une riposte ouvrière généralisée contre les suppressions d'emplois et pour les salaires. Cela a laissé le champ libre à une offensive généralisée du gouvernement et du patronat britannique contre toute la classe ouvrière : lorsque la grève s'acheva, les mineurs n'avaient rien obtenu, beaucoup perdu, et leur défaite scella un recul durable du mouvement ouvrier britannique, ce qui a suscité des envies chez de nombreux dirigeants de la bourgeoisie qui, comme Macron ici, se rêvent en Thatcher terrassant le dragon ouvrier.

PAR JEAN LIÉVIN • 18/03/2025

RENCONTRES NATIONALES OUVRIÈRES PROGRAMME RNO 2025 : 29 & 30 MARS

SAMEDI

13 h 30 - 15 h 30

- PLÉNIER

COMBATTRE LA VAGUE DE LICENCIEMENTS

16 h - 18 h 30

- ATELIERS :

- 1 COMBATTRE L'INFLUENCE DE L'EXTRÊME DROITE AU TRAVAIL
- 2 JEUNES EMBAUCHÉS
- 3 NOTRE INTERVENTION SYNDICALE + NOS BULLETINS D'ENTREPRISE
- 4 SANTÉ-SOCIAL : LE TRAVAIL EN 12H À L'HÔPITAL + COUPES BUDGÉTAIRES ET PLANS DE LICENCIEMENTS DANS LE SECTEUR SOCIAL
- 5 ATELIER D'IZAR (ÉTAT ESPAGNOL) : GRÈVES DES HÔTELS EN ANDALOUSIE

19 HEURES 30

- MEETING

» AVEC LES PORTE-PARLES NATIONAUX DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES ET DES MILITANTS D'ENTREPRISE

DIMANCHE

9 h 30 - 12 h

- PLÉNIER

L'INTERVENTION DES RÉVOLUTIONNAIRES DANS LES SYNDICATS

13 h - 15 h 30

- ATELIERS :

- 1 AUTOMOBILE-ÉLECTRONIQUE :
 - PROTECTIONNISME ET RECONFIGURATION DES MARCHÉS
 - ATTAQUES CONTRE LES CHÔMEURS
- 2 TERRITORIALE :
 - TRAVAIL SYNDICAL EN MOSELLE ET GRÈVE DES BIBLIOTHÈQUES PARISIENNES
 - LUTTE ANTIRACISTE À LA MAIRIE DE PARIS
- 3 TRANSPORT :
 - UNIFIER LES LUTTES
 - GRÈVE À LA GARE D'AUSTERLITZ
- 4 GESTION DE L'EAU, DES DÉCHETS ET DE L'ÉNERGIE :
 - MILITER DANS UN MILIEU DE CADRES
 - LES « RISQUES PSYCHO-SOCIAUX »
- 5 POSTE :
 - LICENCIEMENT MASSIF DES INTÉRIMAIRES
 - SITUATION APRÈS LES ÉLECTIONS CSE ?

UN 8 MARS COMME UNE RÉPONSE À MACRON, À L'EXTRÊME DROITE ET AUX SIONISTES !



250 000 manifestants et manifestantes dans toute la France : 150 000 à Paris, 15 000 à Lyon, 10 000 à Bordeaux, 8 000 à Lille, 8 000 à Rennes, 5 000 à Caen, 5 000 à Nantes, 2 000 à Rouen, 300 à Agen. Partout les manifestations ont été plus massives que l'année dernière. Le fait que le 8 mars tombe un samedi y a bien sûr contribué. Mais s'est aussi exprimé le refus de la politique annoncée par Macron quelques jours plus tôt : l'économie de l'austérité et de la guerre ! Une partie des salariés et de la jeunesse s'est saisie de l'occasion pour revendiquer l'égalité et ne pas se laisser faire !

C'est dans ce contexte que l'extrême droite de Némésis d'une part et les sionistes de Nous Vivrons de l'autre ont tenté de s'introduire dans les mobilisations féministes, comme à Rouen ou Bordeaux.

À Paris, la préfecture les a laissé participer en les protégeant, chargeant et interpellant violemment par ailleurs celles et ceux qui refusaient de défiler avec l'extrême droite ou les défenseurs de l'État génocidaire d'Israël, qui multiplient les amalgames mensongers entre la solidarité avec le peuple palestinien et l'antisémitisme.

Cette année, les attaques contre les femmes et les personnes LGBT se sont accentuées. Avec le retour de Trump au pouvoir aux États-Unis, la droite continue de restreindre l'accès à l'avortement. En Iran et en Afghanistan, malgré leur résistance, les femmes vivent désormais dans des pays-prisons, poussées de plus en plus hors de la société. Tous ces gouvernements poussent à maintenir un « ordre traditionnel », notamment incarné par la famille, pourtant un des lieux où s'exercent les violences faites aux femmes et aux enfants.

En France, les mêmes qui attaquent tous les jours nos droits sociaux et démocratiques, les Macron, Bayrou et tous leurs prédécesseurs de gauche et de droite, ne seront jamais ceux qui nous défendront.

Parce que nous ne voulons pas payer le prix, ni social ni humain, de leur politique, nous refusons l'union nationale derrière le projet de militarisation. Le 8 mars nous montre le chemin à suivre, celui de la mobilisation, de la construction de manifestations, de grèves, d'un mouvement d'ensemble défendant les intérêts du monde du travail et de la jeunesse.

PAR ARMELLE PERTUS • 18/03/2025

18^e congrès mondial de la Quatrième Internationale, dite « Secrétariat unifié » (QI-SU)

Le NPA-R a été invité à participer au 18^e congrès mondial de la QI-SU qui s'est tenu du dimanche 23 février au vendredi 28 février en Belgique. Des délégations de groupes d'extrême gauche de quatre continents étaient représentées, élues dans des assemblées tenues aux niveaux régional et national dans les mois écoulés. Des camarades des États-Unis ont débattu avec des Russes, des Ukrainiens, des Chinois avec des Japonais, des Sri-Lankais, des Philippins, des Pakistanais avec des Indiens, des Grecs avec des Turcs sans oublier le Liban, l'Afrique du Sud et l'Amérique latine. La richesse des échanges et la décision de tenir des campagnes et événements communs (dont des « Rencontres internationales ouvrières », nous tiendrons nos lecteurs informés) suffisent à démontrer l'intérêt de ce cadre. À l'heure où les capitalistes voudraient monter les peuples les uns contre les autres, des militants révolutionnaires, jeunes ou ouvriers se coordonnent pour organiser la riposte !

Nous sommes très éloignés des positions de la direction de la QI-SU qui s'inspirent largement de celles du NPA-L'Anticapitaliste. Sur l'invasion russe de l'Ukraine, nous ne partageons pas l'alignement campiste derrière l'impérialisme dominant américain, lié au refus de mener une politique d'indépendance de classe. Une telle position d'indépendance n'empêche pourtant nullement d'être clair sur la revendication du retrait des troupes russes d'Ukraine – au contraire même au vu des derniers développements.

L'influence du NPA-A joue dans le sens d'une accentuation de ces positions prétendument « démocratiques » qui traduisent un alignement derrière l'impérialisme occidental. Cela ne se fait pas sans remous. En particulier du côté d'Anticapitalistas, dans l'État espagnol, de l'ISO allemande ainsi que des sections portugaise et italienne qui ont présenté une motion alternative plus claire politiquement. Les camarades du NPA-R membres de la QI-SU ont voté leur motion (qui a tout de même recueilli 22 %, ajoutés à 11 % d'abstention), tout en maintenant

leur propre plateforme. Le texte de la majorité est donc adopté mais il est minoritaire en Europe.

Les camarades appartenant au NPA-R défendaient une plateforme alternative à celle de la majorité : la Tendance pour une internationale révolutionnaire (TIR) qui regroupe 25 % de la section française (SFQI) ainsi que l'OKDE-Spartakos, la section grecque. Depuis de nombreuses années, la QI-SU préconise le rapprochement de ses sections avec des groupes apparaissant comme « à gauche de la gauche » comme Podemos dans l'État espagnol, Syriza en Grèce. En France, le NPA faisait exception, jusqu'à 2022. Et le NPA-A a fini par suivre le mouvement, en ralliant la Nupes puis le NFP, à contretemps pourrait-on dire : Syriza a montré ce qu'il était au gouvernement dès 2015, de même que Podemos. La logique aurait voulu que cette « tactique » soit abandonnée pour qui se pose la question de construire un parti révolutionnaire indépendant. Mais la majorité a maintenu son cap erroné et provoqué la scission du NPA. De même que nos camarades d'Izar dans l'État espagnol avaient été exclu d'Anticapitalistas à cause de cela – ce groupe fêtera ses 10 ans le 26 avril et sera présent aux côtés du NPA-R, du RSO allemand, de l'OKDE-Spartakos et du Speak Out Now américain au camp internationaliste à Ségovie cet été.

Le NPA-R se réjouit d'avoir été invité au congrès mondial. L'internationalisme n'est rien sans internationale. Les discussions, malgré les désaccords profonds, sont une richesse pour qui veut en finir avec la barbarie capitaliste. Toutes les occasions de discussion sont bonnes pour aller vers un pôle des révolutionnaires, au sein des courants existants ou entre différents courants, comme la conférence que nous coorganisons avec les camarades italiens de Lotta Comunista en mai. Plus d'informations dans les prochains numéros !

PAR GAËL QUIRANTE ET RAPHAËL PRESTON

• 18/03/2025

Agenda des initiatives régionales

• JEUDI 20 MARS, 19 H 30

Projection-débat organisée par le NPA-Révolutionnaires Marseille, chez Mille Babords, 61 rue Consolat

• JEUDI 3 AVRIL, 18 HEURES

Réunion publique du secteur Jeunes du NPA-Révolutionnaires Grenoble, « France hors d'Afrique, à bas tous les impérialismes », sur le campus, à l'ARSH

• SAMEDI 12 AVRIL, DE 14 HEURES À 23 HEURES

Fête du NPA-Révolutionnaires à Lyon, MFF de la Duchère, 24 avenue Rosa-Parks

• SAMEDI 26 AVRIL, À PARTIR DE 14 HEURES

Fête du NPA-Révolutionnaires Lille, salle du Moulin-de-Wazemmes, 30 avenue des Meuniers

• SAMEDI 3 MAI, Fête du NPA-Révolutionnaires Rennes, plus de détails prochainement

• SAMEDI 17 MAI, DE 15 HEURES À MINUIT

Fête du NPA-Révolutionnaires Rouen-agglo, 40 rue des Coquelicots, Saint-Etienne-du-Rouvray



LIVRES

SUPERMARCHÉ

JOSÉ FALERO

Métailié, 2022, puis 2024 en poche, 326 p., 12 €

UNE ÉCHAPPÉE
ROCAMBOLESQUE DE NOTRE
DOSSIER SUR LE NARCOTRAFIC

Karl Marx... à la rescousse ! Dans ce premier roman, José Falero, qui a lui-même grandi dans les favelas de Porto Alegre, au Brésil, raconte l'histoire de Pablo et Marques, deux rayonnistes de supermarché qui décident de vendre de la marijuana pour échapper à l'exploitation. Pablo, qui a mis à profit ses temps de transports interminables pour devenir un fervent lecteur, explique à Marques à partir de Marx pourquoi le magasin où ils travaillent leur appartient aussi, puisqu'il est le fruit de leur travail, et pourquoi ils sont condamnés à une vie de misère s'ils y restent. Ils se lancent donc dans le trafic, pour essayer de gagner le « ticket de décence » qui leur permettrait de faire jeu égal avec les play-boys fortunés qui leur achètent de l'herbe.

S'ensuit un roman jubilatoire sur la vie dans les favelas, les trappes de pauvreté, l'arrogance des riches, l'omniprésence du trafic de drogue, la violence des flics envers les habitants et le machisme ambiant. Cela parsemé des tirades mémorables de Pablo, qui explique notamment que la pauvreté c'est comme un accident d'avion : pour quelques-uns qui s'en sortent, des centaines y restent, et ce n'est pas une question de volonté ou de mérite... Le tout rythmé par une langue acérée calquée sur le langage parlé. Sans filtre.

PAR MARTIN CASTILLAN • 18/03/2025

LA PREMIÈRE GUERRE D'ALGÉRIE :
UNE HISTOIRE DE CONQUÊTE ET
DE RÉSISTANCE, 1830-1852

ALAIN RUSCIO

La Découverte, 2024, 789 p., 29,90 €

Alain Ruscio, historien spécialiste du colonialisme et de l'Algérie, choisit dans ce livre de revenir sur la période de 1830-1851, celle de la conquête française. L'auteur explique avec clarté les prémices de la guerre, qui découle d'un projet expansionniste mûri de longue date par les classes dominantes françaises, notamment en Afrique du Nord.

Après des années de provocations, la France se saisit d'un incident diplomatique en 1827 pour préparer un projet de débarquement en Algérie. L'armée française conquiert en quelques années plusieurs villes importantes comme Alger et Oran. Mais malgré des désaccords de tactique, la France est déterminée à conquérir l'ensemble du territoire. Le livre décrit avec précision la décennie 1840, et la guerre totale que la France livre alors à la population algérienne. En plus des massacres, des viols, de la spoliation des terres et des déplacements forcés, les Algériens ressortent traumatisés, ce qui laissera une profonde trace dans les relations avec les colons. L'auteur montre comment les événements font naître une mentalité coloniale qui promet la dite « mission civilisatrice » de la France et la prétendue supériorité de la « race européenne ». L'écrasement brutal de la population algérienne a été la condition du fantasme tenace d'une Algérie légitimement française, qui a persisté pendant 132 ans de colonisation. Un livre long et dense mais absolument passionnant.

PAR ROBIN KLIMT • 15/03/2025

ALGÉRIE 1962 :
UNE HISTOIRE POPULAIRE

MALIKA RAHAL

La Découverte, 2022, 496 p., 25 €

Que se passe-t-il en Algérie en 1962 ? La transition entre la domination de l'État colonial et la naissance du nouvel État algérien est un moment de profond et rapide bouleversement social. L'historienne étudie comment ces bouleversements ont été vécus par les Algériens, au raz du terrain, notamment par les classes populaires urbaines, les femmes, les enfants, dans les campagnes. 1962 apparaît au fil des pages comme un moment où les masses opprimées ne peuvent plus vivre comme avant, un bouleversement des consciences individuelles et collectives.

Faire l'histoire de 1962, c'est décrire ces aspirations révolutionnaires, déterminées par des poussées sociales et politiques contradictoires. C'est aussi montrer les limites du nouveau pouvoir qui se forme, les tensions au sein de l'appareil du FLN et la façon dont le pouvoir est pris par Ben Bella avec le soutien de l'armée des frontières. Pour Malika Rahal, la dimension révolutionnaire de 1962 se caractérise par un « partage du temps » entre aspiration vers l'avenir (parfois très proche, très matériel : se nourrir, se loger, retrouver ses disparus) et convocation du passé (commémorations, rituels, mise en récit de la guerre héroïque, des martyrs). 1962 c'est une « effervescence » des masses exploitées dans leur histoire. C'est ce que cet ouvrage restitue avec finesse et précision, à partir d'archives et de témoignages inédits.

Malika Rahal porte par ailleurs, avec son collègue Fabrice Riceputi, le projet « 1000 autres » (1000autres.org). À l'opposé des discours méprisants et de déploration d'un passé colonial mythique – comme ceux de Retailliau en ce moment – il consiste à redonner un nom, un visage, une existence, aux disparus de la « bataille d'Alger » (1957). Une initiative d'autant plus importante alors que le journaliste Jean-Michel Aphantie vient d'être limogé de RTL pour avoir dénoncé les massacres commis par les armées coloniales en Algérie, les comparant avec « Oradour-sur-Glane ». Si, comme le rappelle récemment l'historien Jean-Baptiste Fressoz dans *Le Monde*¹, à propos de l'affaire Aphantie, la comparaison avec le nazisme doit être maniée avec précaution, l'histoire coloniale de l'Algérie demeure toutefois trop peu connue. C'est aussi pourquoi il faut lire l'ouvrage de Malika Rahal.

PAR SACHA CREPINI • 16/03/2025

1. Jean-Baptiste Fressoz, « Un débat sur la nature génocidaire du fait colonial existe parmi les historiens », 12 mars 2025

FILMS

BLACK BOX DIARIES

SHIORI ITO

En salle depuis le 12 mars

La réalisatrice, Shiori Ito, raconte sa propre histoire, celle d'une jeune journaliste stagiaire, droguée et violée en 2015 par un journaliste renommé et tout-puissant. Elle n'a pas accepté son statut de victime silencieuse. Le film, original dans sa forme, est constitué d'enregistrements sonores, d'images « volées », de scènes de son quotidien et de confidences face à la caméra. Elle y retrace son combat pour se faire entendre et obtenir justice dans un pays dans lequel la libération de la parole face aux violences sexistes et sexuelles est très compliqué. Mais est-ce si différent ailleurs ?

Le film n'est pas distribué au Japon et Shiori Ito a dû s'exiler en raison des insultes et des menaces à son encontre.

PAR LILIANE LAFFARGUE • 17/03/2025

BLACK DOG

HU GUAN

Sorti le 26 février

UN FILM QUI A DU CHIEN !

Été 2008 : Pékin s'apprête à accueillir les Jeux olympiques d'été mais c'est une toute autre Chine que dépeint le cinéaste Hu Guan. À mille lieux des quartiers d'affaires et des gares ultramodernes, nous voilà propulsés aux portes du désert de Gobi dans une ambiance de quasi-western. C'est la Chine des laissés-pour-compte, qui voient leurs villes se vider petit à petit et les bulldozers arriver pour des opérations de rénovation urbaine.

Dans cette atmosphère sépulcrale, Lang, après une peine de prison, revient dans sa ville natale. Quasi mutique et cible d'une vendetta, il erre à la recherche de quoi gagner sa croûte pour finir par être embauché dans une brigade pour chasser les chiens errants. Mais il se prend alors d'affection pour un autre paumé de la vie : un lévrier afghan squelettique et supposément enragé... On suit alors ce duo improbable de cabossés, qui noue un lien indéfectible, chercher à s'en sortir et affronter les épreuves de la vie...

Ni film « à thèse » ni mélodrame aux grands effets dramatiques, c'est une histoire humaine – et canine – bouleversante que tisse peu à peu Black Dog, tout en peignant une Chine en voie de disparition.

PAR BORIS LETO • 15/03/2025

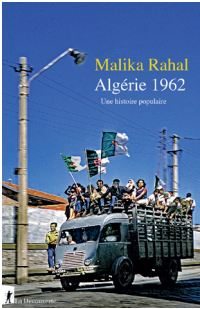
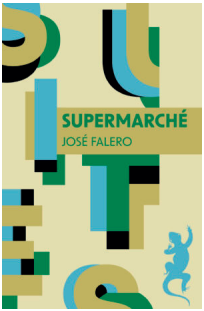
MICKEY 17

BONG JOON-HO

Sorti le 5 mars

Les ennuis commencent lorsque la dix-septième version du héros se retrouve face à sa dix-huitième version... dans l'univers d'un space-Trump.

NOTRE CRITIQUE SUR SITE :



LE 13 MARS, PREMIÈRE JOURNÉE DE GRÈVE ÉTUDIANTE NATIONALE CONTRE LES COUPES BUDGÉTAIRES

À l'appel de l'assemblée générale de Rennes 2, rejointe par une dizaine d'universités mobilisées et par les organisations étudiantes, la journée du 13 mars a réuni des centaines d'étudiants en assemblées générales et en manifestation, dont plus de 1 000 étudiants pour la manifestation parisienne – malgré l'absence criante de l'intersyndicale des personnels, alors qu'une alliance entre étudiants et personnels est plus que nécessaire.



MANIFESTATION ÉTUDIANTE CONTRE LES COUPES BUDGÉTAIRES. | PARIS, 13 MARS 2025

« DE L'ARGENT, IL Y EN A DANS LES CAISSES DU PATRONAT »

En organisant l'asphyxie budgétaire des universités, le gouvernement souhaite poursuivre sa politique de privatisation de l'enseignement supérieur et d'alignement du contenu des formations sur les besoins du patronat, tout en renforçant la sélection sociale à l'entrée. Des présidences ont emboîté le pas au gouvernement en annonçant des suppressions de places. Le gouvernement prétexte une pénurie budgétaire, alors que, de l'autre côté de la barricade, les dividendes versés aux actionnaires par les entreprises du CAC 40 atteignent des records à 100 milliards d'euros.

Les étudiants mobilisés à Lille, Rennes, Paris, Nanterre, Caen, Rouen, Grenoble, Bordeaux et d'autres villes ont profité de cette date de mobilisation nationale pour s'adresser à d'autres, notamment en faisant le tour des amphithéâtres en nombre. Les étudiants, par cette mobilisation débutée le 16 janvier à Rennes, montrent la voie. Ce n'est ni au parlement, ni dans le conclave de Bayrou qu'on fera reculer les projets de ce gouvernement va-t-en-guerre et du patronat, mais par la rue et nos assemblées générales.

« DU FRIC POUR L'UNIVERSITÉ, PAS POUR LES FLICS, NI POUR L'ARMÉE ! »

L'agitation dans les facs a pris un nouveau relief avec les interventions martiales de Macron et de ses ministres, qui justifient déjà la baisse des budgets et le recul des droits so-

ciaux par « l'effort de guerre » nécessaire. Ils ne manqueront pas d'avancer de nouveau cet argument pour sabrer encore dans les budgets et remettre sur la table la hausse des frais d'inscription à l'université.

Des États-Unis à la France, ce sont les mêmes gouvernements qui coupent dans les budgets des services publics, qui accompagnent les centaines de milliers de licenciements dans le privé par des suppressions de postes dans le public, et qui s'attaquent aux franges les plus précaires de notre camp social, dans l'objectif de protéger les intérêts d'une petite minorité de riches.

PROCHAINE ÉTAPE DANS NOS FACS : LE 27 MARS !

Un nouvel appel à la grève pour le 27 mars à l'initiative des étudiants mobilisés de Nanterre et de l'intersyndicale des personnels doit nous permettre de militer sur nos lieux d'études et d'appuyer l'agitation en cours. L'opposition à l'austérité budgétaire, à la montée du militarisme au sein de la jeunesse étudiante doit s'amplifier – comme à Bordeaux, où plus de 1 500 étudiants et personnels ont décidé de bloquer leur fac la semaine du 27 mars, où une manifestation est prévue – afin de se répandre dans le reste de la population travaillieuse et créer les conditions d'un mouvement d'ensemble contre les attaques patronales.

PAR WILLIAM D. • 18/03/2025

PLUS DE 300 PARTICIPANTS ET PARTICIPANTES LE WEEK-END DE FORMATION DU SECTEUR JEUNES DU NPA-R A ÉTÉ UNE RÉUSSITE !

DES DÉBATS NÉCESSAIRES POUR INTERVENIR DANS UNE PÉRIODE POLARISÉE

De la lutte contre l'extrême droite à la résistance face aux licenciements, en passant par la défense de l'autodétermination palestinienne et des combats contre les oppressions, les militantes et militants jeunes du NPA-Révolutionnaires ont défendu la perspective toujours vivante des idées marxistes révolutionnaires, tout en cherchant à intervenir dans la situation, comme dans l'agitation étudiante contre l'austérité budgétaire. Les débats ont été enrichis par la présence de nos porte-parole Selma Labib et Gaël Quirante, ainsi que de camarades du RSO d'Allemagne et, en visio-conférence, de l'OKDE-Spartakos (Grèce) et d'Izar (État espagnol).



UNE NOUVELLE GÉNÉRATION MILITANTE AU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

Avec plus de 300 participants venus de 22 villes différentes, le secteur Jeunes du NPA-Révolutionnaires continue de se construire, en lien avec la politisation observée dans la jeunesse scolarisée.

PAR PATXI • 18/03/2025



À Rennes, après la police, c'est l'extrême droite qui s'en prend aux étudiants

La nuit suivant la manifestation du samedi 8 mars, dans le centre-ville de Rennes se tenait une *free party*, une « fête libre », à proximité de la boîte de nuit 1988 Live Club, cogérée par Yovan Delourme, un influenceur d'extrême droite connu sous le nom « Le Jarl ». Sur les réseaux sociaux, des centaines de milliers d'abonnés suivent celui qui avait été candidat suppléant du parti de Zemmour. Le personnel de sécurité de cette boîte était déjà bien connu pour ses violences racistes et misogynes, affichées fièrement sur les réseaux sociaux.

Samedi 8 mars, cette petite équipe aux idées nauséabondes a entrepris « de pallier les manques de l'État et de la police » face à la tenue de la fête, comme l'a déclaré Delourme sur *Touche pas à mon poste*, en vaporisant des gaz lacrymogènes dans les conduits d'aération du cinéma désaffecté où les jeunes tenaient leur soirée, en toute complicité avec la police qui se chargeait de bloquer la seule sortie du lieu.

LES FLICS À LA RESCOURS FACE AUX FACHOS ?

Certaines organisations étudiantes de gauche interpellent les forces de police : « Où étiez-vous quand les fachos nous ont attaqués ? » La préfecture de Rennes ne s'est pas exprimée sur l'affaire et s'est contentée de passer le dossier au Conseil national des activités privées de sécurité, une instance sous la tutelle du ministère de l'Intérieur.

La maire socialiste de Rennes, Nathalie Appéré, a déploré de son côté des « comportements inacceptables » et que « le maintien de l'ordre, dans notre État de droit, relève des forces de sécurité intérieure ». Un angle d'attaque audacieux, quand on sait que la police était bien présente lors des faits pour surveiller l'occupation, et qu'elle était bien contente de laisser au « Jarl » et à son équipe le loisir de réprimer la fête à sa place.

Si des groupes de nazillons veulent se poser en milice paramilitaire pour « pallier les manques de l'État », nous ne pouvons pas compter sur l'aide de l'État ou de la mairie – qui est la première pour mener une politique antimigrants dans la ville ou à s'en prendre aux cortèges étudiants – pour assurer notre sécurité. Ce coup d'éclat des fachos rennais illustre une ambiance qui fait pousser des ailes à leurs idées, et donc à leurs méthodes violentes.

De l'aveu même du ministère de l'Intérieur – qui s'y connaît sur le sujet –, les crimes et délits racistes ont augmenté de 44 % en deux ans. Heureusement que le temps d'antenne des médias Bolloré n'est pas comptabilisé ! Les principales victimes de ce climat raciste : « Les hommes, les personnes âgées de 25 à 54 ans et les ressortissants d'un pays d'Afrique », dont une majorité ne va sûrement pas se plaindre à une police qui les harcèle déjà dans la rue.

PAR ASTRID DELVAY ET ABEL TOSHED • 18/03/2025

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM : @npajeunes_revo

NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES